



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2023-3-16/2023-3-31]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Mercredi 1^{er} mars.

Jeudi 16 mars.

Nord-Kivu : plus de 100 000 personnes déplacées à la suite des attaques des groupes armés. Le porte-parole de l'ONU, a déclaré que plus de 50 000 personnes ont été déplacées de la cité de Rutshuru pour trouver refuge à Kibirizi. Quelques 55.000 autres personnes, du territoire de Masisisi, ont fui vers les villages voisins, vers la ville de Goma et la cité de Minova (Sud-Kivu). Les casques bleus de la Monusco ont hébergé 95 enfants dans leur base orientale de Sake, dont 50 enfants provenaient d'un orphelinat. « Cela s'est produit à la suite des affrontements du week-end dans cette zone entre les Fardc et le groupe armé M23 ». Depuis début mars, les rebelles ADF ont tué au moins 97 civils dans le territoire de Beni. « Avec nos partenaires humanitaires, nous fournissons un soutien en matière de santé, d'éducation, de nourriture, d'eau et d'assainissement, entre autres services indispensables à des milliers de personnes à Beni et environs. Nous travaillons également à intensifier notre réponse ». L'éducation de plus de 600.000 enfants au Nord-Kivu a été affectée par la violence continue au cours de l'année écoulée. Plus de 800.000 personnes ont été déracinées, alors que le pays compte déjà plus de six millions de personnes déplacées, à l'intérieur de ses frontières. Le week-end dernier, les ambassadeurs du Conseil de sécurité de l'ONU se sont rendus en RDC, pour une visite de travail de 4 jours. L'objectif principal de cette visite a été d'évaluer la mise en œuvre du mandat de la Monusco et la situation sécuritaire en RDC, y compris la situation sécuritaire et humanitaire au Nord-Kivu, les activités des nombreux groupes armés qui y opèrent, ainsi que d'être informé des violations des droits de l'homme et de l'exploitation illégale des ressources naturelles, qui ont exacerbé l'insécurité et les conflits.

Nord-Kivu : plus de 50 000 déplacés affluent vers la ville de Beni depuis 4 jours. Ces personnes fuient les attaques de leurs villages par des présumés ADF. La grande vague est arrivée dans la soirée de mardi dernier en provenance de Maboya, Kalunguta, Mabuku, Ngumo, Mataba, Kazebere et d'ailleurs. Ces déplacés sont hébergés dans des familles d'accueil dans différents quartiers de la ville de Beni. Le coordonnateur de la protection civile, appelle les acteurs de la protection civile, de la société civile et les chefs des confessions religieuses à s'activer pour l'enregistrement de ces déplacés. Il a annoncé une réunion avec les acteurs humanitaires ce 16 mars à ce sujet.

Enrôlement des électeurs : la CENI accorde la prolongation de 15 jours dans la 3e aire opérationnelle. La Commission électorale nationale indépendante a indiqué que cette opération, censée se clôturer ce 17 mars va se poursuivre jusqu'au 1^{er} avril prochain. Les provinces et pays concernés par cette mesure sont : le Bas-Uele, le Haut-Uele, Ituri, Maniema, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Tshopo, le Canada et les USA.

Lubero : 18 villages de Buyora desservis en eau potable. Vingt-huit bornes fontaines ont été construites dans ces villages de la zone de santé de Masereka, désormais desservis en eau potable. Le médecin chef de la zone de santé de Masereka, a estimé que ce projet a un impact réel sur la santé de la population. Il a cependant plaidé pour l'élargissement de ce projet à d'autres villages de Lubero. Ce projet a été exécuté pendant une année par le Bureau diocésain de développement, une structure locale de l'Eglise catholique.

Kindu : la CENI promet une solution aux détenteurs des cartes d'électeur qui se détériorent avant la fin de l'opération. Le secrétaire exécutif provincial de la Ceni au Maniema, a également affirmé avoir entamé la phase d'investigation pour savoir la cause de la détérioration de ces cartes. Il a par ailleurs salué la poursuite, sans incidents majeurs, des opérations d'enrôlement au Maniema et promet de satisfaire tous les requérants.

Masisi : lancement d'un projet de réinsertion socio-économique pour plus de 40 jeunes ex-miliciens. « Ce projet a trois volets. Le premier, c'est l'aménagement du site du centre Uhuru à Sake, qui donne plus d'espace culturel et espace de formations aux jeunes. Le deuxième volet, c'est cette campagne sur la non-violence et la cohabitation pacifique. L'autre formation vise à décourager l'incitation à la haine chez les jeunes », a expliqué le directeur de Uhuru Knowledge Center. Pour sa part, la cheffe du bureau de la Monusco à Goma, est d'avis que ce projet va aussi lutter contre la violence et les discours de haine qui affectent de plus en plus le territoire de Masisi

Bunia : l'Ecole Ephphatha en difficulté après avoir formé plus de 100 enfants sourds muets en menuiserie et coupe couture. Selon son directeur, l'école primaire Ephphatha ne dispose pas d'assez de pupitres, ni d'installations hygiéniques pour l'éducation correcte des enfants. « Les élèves ont des difficultés d'avoir les fournitures scolaires. Et on devait avoir des matériels appropriés comme l'audiomètre pour mesurer le degré de surdité de l'enfant ». Dans cette école, les leçons sont dispensées en langue des signes accompagnée du langage ordinaire pour faciliter l'assimilation des leçons. L'école primaire Ephphatha avait été créée à Nyankunde, dans le territoire d'Irumu en 1983 par le missionnaire américain André Foster. Ce dernier est devenu sourd à la suite d'un accident de circulation avant de mourir en 1987. L'école a été délocalisée à Bunia en 2001 à cause de l'insécurité.

Beni : la société civile appelle les Fardc à collaborer avec la Monusco pour juguler l'insécurité. Cet activiste de la société civile affirme avoir compris que la Monusco est prête à accompagner la population de Beni. Il a également estimé que la population de ce territoire du Nord-Kivu devra aider la Monusco à accomplir son rôle qui se résume dans la protection des civils. Selon lui, l'armée nationale devra tout mettre en œuvre pour restaurer la paix à Beni. Il a aussi rappelé que la responsabilité de la sécurisation de la population revient au gouvernement.

Le HCR répertorie plus de 1 600 000 déplacés en Ituri. Le représentant-adjoint du HCR en charge de la protection, a préconisé la mise en place d'un mécanisme devant amener ces déplacés de se prendre en charge. Cela pourrait résoudre les difficultés liées à la réduction de l'aide qui affecte des nombreuses personnes déplacées.

Ituri : 5 rebelles ADF abattus dans une opération conjointe Fardc-UPDF à Tchabi. « L'ennemi a tendance à migrer vers l'ouest. Il y a un petit groupe de 8 terroristes qui voulaient traverser Tchabi et ils sont tombés dans l'embuscade tendue par les forces de la coalition. On a neutralisé 5 et récupéré 4 armes alors que trois ont réussi à s'échapper et nous sommes en train de les rechercher », a souligné un officier des Fardc. Il a ainsi sollicité la collaboration des populations civiles pour mettre fin aux exactions des ADF dans cette région.

Kwilu : 26 présumés assaillants arrêtés à Bagata mis à la disposition de l'auditorat militaire. Le premier groupe est composé de 17 personnes arrêtées par la police à Fatundu et le second est constitué de 9 présumés criminels arrêtés à Kikongo dans le territoire de Bagata. Les personnes arrêtées avaient comme mission d'empêcher le retour des déplacés dans leurs villages respectifs. Ces présumés assaillants sont poursuivis pour assassinat, association des malfaiteurs, meurtre, vol à mains armées et mutilation des cadavres.

Nord-Kivu : retour timide des populations dans les villages dégarnis par les rebelles du M23. Il s'agit des localités de Mutanda, Birundule et Kirima, dans la chefferie de Bwito, récupérés par les Fardc mais on y signale

la présence des groupes armés Mai-Mai et Nyatura. Ces miliciens armés se livrent à des actes d'extorsions, d'arrestations arbitraires et font payer des taxes illégales aux populations civiles.

Beni : une centaine de morts dans des attaques des ADF en une semaine. La société civile du territoire de Beni (Nord-Kivu) demande au gouvernement d'accorder une attention particulière aux ADF au même titre que celle accordée au M23. Elle souhaite que l'opération Fardc-UPDF soit étendue sur l'ensemble du territoire de Beni.

Kisangani : les forces de l'ordre arrêtent 27 présumés criminels parmi lesquels on retrouve 3 militaires. Un présumé grand bandit, surnommé « Django ne pardonne pas » fait également partie de ces supposés criminels. Pour le commissaire provincial de la police, ces hommes interpellés sont ceux qui « sèment la terreur et désolation dans différents quartiers des communes de Kisangani ». Ils sont poursuivis pour vols à mains armées, association des malfaiteurs, détention illégale d'armes de guerre et extorsion.

Maniema : 321 058 enfants de moins de 5 ans attendus pour la campagne de vaccination de riposte contre la poliomyélite. Plusieurs enquêtes ont démontré que le Maniema fait toujours partie des provinces qui ont un grand nombre d'enfants sous vaccinés, pour plusieurs raisons. Cette campagne sera aussi l'occasion de récupérer tous les enfants qui n'ont pas été vaccinés au cours des campagnes de vaccination de routine de l'être.

Nord-Kivu : le lieutenant-général Constant Ndima reprend le commandement des opérations. Le 12 juillet 2022, le commandement de l'armée avait retiré au lieutenant-général Constant Ndima ces fonctions. Et ce, au profit de l'ancien commandant de la troisième zone de défense, le général Philémon Yav, qui a été ensuite remplacé par le lieutenant-général Marcel Mbangi Mashita. La nouvelle disposition certifie l'arrêté du 28 novembre 2022 du ministre de la Défense nationale qui réhabilitait le gouverneur du Nord-Kivu dans ces attributions.

Kinshasa : un protocole d'éthique en période d'épidémie en élaboration par des experts médicaux. Réunis dans un atelier organisé par le Conseil national d'éthique de la santé de la RDC (CNES), ces experts venus de 5 pays africains vont se servir de l'expérience de la gestion des épidémies dans leurs pays respectifs. D'après le professeur Félicien Munday, directeur du CNES, ce protocole devra régir particulièrement les essais de nouveaux médicaments en temps d'épidémie. Ce protocole va expliquer notamment l'attitude des prestataires de santé vis-à-vis des personnes soumises aux essais des médicaments. Cet atelier qui se clôture ce vendredi 17 mars et organisé en collaboration avec le Réseau africain francophone d'éthique en santé (RAFES).

La restauration de la sécurité et l'amélioration du niveau de la vie devraient être prioritaires pour la session de mars. « Le Parlement devrait effectuer son travail de contrôle de l'exécutif sans complaisance pour pousser le gouvernement à relever les défis économique, politique, sécuritaire », a affirmé la sénatrice Francine Muyumba. Elle veut aussi que le Parlement s'attaque prioritairement aux problèmes touchant sur le quotidien des Congolais.

A l'Assemblée nationale, le député Jean-Baptiste Muhindo Kasweka estime que la priorité des priorités de cette session doit être l'évaluation des opérations militaires dans le Nord-Kivu et l'Ituri sous état de siège, mais aussi dans le Mai-Ndombe. D'après lui, l'examen du retrait de la RDC de l'EAC ainsi que l'évaluation des opérations des forces armées devraient être les deux priorités principales de cette session.

Vendredi 17 mars.

Kongo-Central : inquiétude à la suite des découvertes récurrentes des corps sans vie dans le territoire de Mbanza-Ngungu. Selon le coordonnateur de la société civile de Kwilu-Ngongo, deux corps ont été découverts mercredi matin au quartier 5 vers Luvanium. Il s'agit de deux personnes qui travaillaient dans une borne fontaine privée, qui dessert en eau potable les habitants de ce quartier. Pour certains habitants, ces deux victimes seraient mortes étouffées par le générateur qui alimente la borne fontaine, retrouvé dans la pièce où se trouvaient les deux cadavres. Ces deux cadavres s'ajoutent à deux autres retrouvés dans cette cité en l'espace d'un mois. Parmi les victimes, une fille de 14 ans, violée et tuée par des inconnus.

Enrôlement des électeurs au Nord-Kivu : la société civile juge insuffisant le délai supplémentaire de 15 jours, compte tenu des défis sécuritaires et techniques vécus dans cette province. Ainsi, elle demande aux responsables de la Ceni de passer à une évaluation rapide de la situation générale de ces opérations et donner un délai supplémentaire convenable et propose de rajouter encore les kits dans les centres d'enrôlement : « par exemple à Mukulya, où il y a eu trois machines. Aujourd'hui, il n'y avait qu'une seule machine qui fonctionnait. Je reviens de Ndeke, un centre d'enrôlement qui est en train d'enrôler beaucoup plus de monde. Mais déjà une

machine, ce matin, est tombée en panne. Il y a lieu non seulement d'augmenter les jours mais aussi les kits de la Ceni».

Goma : le personnel impayé de la CENI menace d'aller en grève, après un mois de prestation sans interruption. Les organisations de la société civile, les mouvements citoyens ainsi que les groupes de pression comme le comité local de coordination (CLC) craignent que cette situation n'impacte négativement le bon déroulement des opérations dans la province et demandent à la Ceni de répondre urgemment à ses devoirs.

Nairobi : début des travaux préparatoires du 4e round des pourparlers de paix. Des délégués de la facilitation kenyane, du secrétariat technique de l'EAC, de la Monusco et de la Présidence de la RDC y participent. Les travaux préparatoires portent sur le choix des participants à ces consultations, l'élaboration du programme détaillé pour chaque étape retenue, les questions logistiques et budgétaires ainsi que les matières qui seront traitées à cette 4ème phase des consultations, en terre congolaise. Nairobi IV est la suite du processus politique entamé depuis avril 2022 à Nairobi. Au cours des trois dernières phases, des consultations ont été organisées en RDC et à Nairobi avec une cinquantaine des groupes armés ayant souscrit au processus de désarmement et réintégration sociale à travers le P-DDRCS, des représentants de la société civile et des communautés locales affectées par les conflits armés.

Fleuve Congo : environ 10 morts et 190 disparus après l'attaque d'une embarcation près de Kwamouth, au Mai-Ndombe (RDC), qui est en proie à l'activisme des bandits armés depuis près de huit mois. Au total, 22 rescapés, sur les 220 passagers, se trouvent à Kwamouth, ont indiqué ce vendredi 17 mars les autorités locales. Cette baleinière provenait de Kinshasa et se dirigeait vers la province de l'Equateur. C'est au village Kaba l'école, situé le long du fleuve Congo à la rive du Congo Brazzaville, que cette embarcation a été attaquée par des bandits armés. L'embarcation a été emportée par les assaillants avec les marchandises au village Ibali.

Lualaba : le député Kakwata désapprouve la hausse du prix de la farine de maïs. Il a expliqué avoir fustigé la hausse de ce produit agricole conformément à l'idéologie de son parti qui met l'homme au centre de tout. Pour le président du MRL, la hausse du prix de farine de maïs met plusieurs ménages du Lualaba en difficulté.

Inauguration de la nouvelle ligne fibre optique CAB5 Kinshasa-Moanda ce 16 mars à Kinshasa. Selon le ministre de PTNTIC, ce réseau permettra à la RDC d'accélérer la transition de l'économie numérique. Long de 690 km, ce réseau longe la voie routière Kinshasa-Matadi-Moanda. Dans les 5 prochaines années, la Banque mondiale va accroître son engagement dans ce secteur avec un projet de construction de la fibre optique le long de la RN2 2 entre Mbuji-Mayi, au Kasai Oriental et Bunia, en Ituri. Le rapport de 2022 de l'Union internationale de Télécom (UIT) sur le développement numérique « classe la RDC dans le groupe des pays les moins avancés en termes de connectivité, des tarifs des services des télécommunications ».

Beni : les attaques récurrentes des ADF paralysent les activités socio-économiques à Bashu. Les marchés de vente des fruits à Kalunguta et Maboya sur la route Beni-Butembo n'ont pas fonctionné ces jours-ci. Les écoles n'ont pas ouvert leurs portes dans la plupart des groupements de la chefferie de Bashu et du secteur de Ruwenzori, affectés par ces attaques. Les activités champêtres ont été paralysées. Craignant pour leur sécurité, le peu d'habitants qui n'ont pas abandonné les villages ont peur de se rendre au champ. Jeudi, des hommes armés assimilés aux ADF ont fait incursion dans les villages de Masau-Pitenga à l'Est de Kabasha et Kalunguta en secteur des Ruwenzori. Ils ont emporté quelques personnes et en ont torturé d'autres à Luthunda-Pitenga,

Kinshasa : l'UPN dotée d'une bibliothèque numérique. Cette plateforme de recherche est mise en place grâce au partenariat public-privé avec la société américaine Atria Learning. Cette bibliothèque permettra aux chercheurs et apprenants de l'Université pédagogique nationale de consulter les livres pour le master et le doctorat dans les différents domaines. A son inauguration, la bibliothèque numérique de l'UPN dispose plus de 176 livres à consulter même à partir d'un smartphone, a expliqué Beaudouin Kabuya, membre de Atria Learning et de Tokenda Afrika.

Sud-Kivu : « La situation sécuritaire dans mon territoire de Fizi est relativement calme ». Selon l'administrateur, la sécurité s'améliore à Uvira et à Minembwe « qui est le bastion de tous les conflits armés dans Fizi, là où il y a beaucoup de groupes armés communautaires. Mais la situation sécuritaire que nous avons actuellement dans les hauts plateaux de Minembwe semble être bonne par rapport au mois passé où on dénombrait des morts, des tueries, des enlèvements ». Même les déplacés internes qui étaient dans les moyens plateaux s'empressent déjà de rentrer chez eux, parce qu'ils ont des nouvelles selon lesquelles chez eux, la paix revient.

Ituri : installation de la Ligue provinciale de handisports. La Ligue provinciale des sports des handicapés de l'Ituri a été installée, le 16 mars, à Bunia. Les handicapés amateurs de basket-ball sur fauteuil roulant, du para-Babington et du volleyball peuvent désormais s'y exercer. Cette ligue entend permettre aux personnes à mobilité réduite de renforcer leurs muscles et de valoriser leur état d'handicap à travers les sports. La province de l'Ituri compte environ 1065 personnes vivant avec handicap.

Lubumbashi : poursuite de l'opération d'assainissement de la ville. C'est depuis deux jours que cette opération se fait dans la capitale du cuivre. Elle intervient après une période de sensibilisation menée auprès des marchands pirates pour leur demander de quitter les emprises publiques et rejoindre les différents marchés de la ville. Les récalcitrants ont vu leurs étalages, placés le long des artères, être détruits. Leurs biens ont été saisis et ramenés à la mairie de Lubumbashi. Parmi ces biens, il y a eu notamment des vivres et des biens non alimentaires. Le maire de Lubumbashi a rassemblé ces biens et les a déposés à la prison centrale de la Kasapa en faveur des pensionnaires. Cette opération intervient après que les voix se sont plusieurs fois levées pour dénoncer l'insalubrité dans la ville.

Le Parlement angolais approuve l'envoi d'un contingent militaire dans l'Est de la RDC. Ce contingent est constitué d'environ 500 soldats dont un bataillon des Forces armées angolaises (FAA). L'objectif principal de ces militaires est de sécuriser les zones où sont stationnés les membres du M23 et de protéger les membres du Mécanisme de vérification ad hoc.

Développement de 145 territoires : le Sud-Kivu va bénéficier de 80 millions USD. « Le Sud Kivu qui a huit territoires va être dotés de 80 millions USD dont 10 millions USD par territoire ». Le Sud Kivu entend bénéficier de 1.667 km de routes à réhabiliter dans les huit territoires, 45 écoles primaires, 43 centres de santé, 20 microcentrales solaires, 99 forages et bien d'autres bâtiments administratifs.

Kalemie : la marche de l'opposition renvoyée au 23 mars. Prévue pour ce 17 mars à Kalemie (Tanganyika), la marche de l'opposition a été renvoyée au 23 de ce même mois. Le coordonnateur provincial du parti Ensemble pour la République, a expliqué qu'ils ont levé cette option de commun accord avec le maire de cette ville. Ils avaient projeté cette manifestation pour dénoncer la cherté de la vie, la corruption dans certains centres d'enrôlement et l'insécurité au Tanganyika.

Samedi 18 mars.

Adolphe Muzito appelle à une réglementation des rapports entre exploitants et propriétaires terriens. L'ancien Premier ministre, Adolphe Muzito, a estimé qu'une telle loi mettrait fin aux conflits intercommunautaires, qui insécurisent le territoire de Kwamouth et tous les autres coins du pays. Il a également demandé à l'Etat d'établir les droits des communautés locales afin de les mettre en sécurité juridique par rapport aux exploitants actuels et avenir. Son souhait est que le pays évolue vers une loi qui permette qu'il y ait réforme sur le plan foncier, minier et autre. En octobre dernier, le président du parti Nouvel Elan avait appelé toutes les communautés du Grand Bandundu à la cohabitation pacifique. A l'époque, la région traversait une crise sécuritaire partie d'un conflit foncier entre les Teke et les Yaka à Kwamouth.

Grève dans les stations-services de Goma, pour dénoncer le non-respect de la structure des prix au niveau local par certains opérateurs exonérés. Du coup, le prix du transport a été perturbé dans cette ville du Nord-Kivu. Dans un mémorandum adressé au gouverneur le 16 mars, l'association des pétroliers du Nord-Kivu (APENOKI) demande l'application par tous, de la structure officielle des prix des produits pétroliers. D'après l'un d'eux, au moins six exportateurs qui sont basés à Goma bénéficient d'allègements fiscaux et peuvent ainsi se permettre de rabattre le prix à la pompe du litre d'essence jusqu'à à 2750 FC ; alors que les autres le vendent à 3400 FC, conformément à la structure officielle des prix. Il décrie une pratique injuste.

Bukavu : le mouvement Rien sans les femmes, exige le retrait de la RDC de l'EAC. « Nous, femmes, réunies au sein du mouvement Rien sans les femmes, coordination du Sud-Kivu, refusons de demeurer complices de ces atrocités et cette injustice par notre silence. Nous recommandons, au chef de l'Etat, de reconstruire urgemment l'appareil sécuritaire par une réforme de la paix. D'ordonner à l'armée congolaise de jouer à l'offensive pour traquer les terroristes, qui tuent et pillent sur le sol congolais, en lieu et place des retraits stratégiques continus ». Elle recommande également d'entamer en l'urgence, le processus de retrait de la RDC du traité de l'EAC.

Lubumbashi : la Zambie veut vendre à la RDC « une importante quantité de la farine de maïs ». Le gouverneur du Haut-Katanga, espère que l'arrivée de la farine zambienne permettra de lutter contre la spéculation des prix sur le marché de Lubumbashi, où un sac de 25 kilos est passé de 25 000 à 70. 000 FC (31 USD) dans environ un mois. Les efforts au Haut-Katanga pour aussi cultiver le maïs, reconnaît-il, « qui est

l'aliment de base, mais la production est largement inférieure par rapport aux besoins. Raison pour laquelle, toutes des années nous recourons à notre voisin, la Zambie et qui se distingue par cette hospitalité légendaire ».

Beni : la police arrête 28 présumés criminels avec des armes de guerre. Ces personnes ont été appréhendées lors d'un bouclage de la police et de l'armée, qui a ciblé quatre quartiers de la ville de Beni, où la population avait alerté les services de sécurité sur la présence de ces malfaiteurs. Les patrouilleurs ont découvert deux armes, des effets militaires, des effets domestiques volés, une importante quantité de chanvre, des boissons fortement alcoolisées.

Ituri : des présumés miliciens Codeco occupent plusieurs localités de Mokambo, dans le territoire de Mahagi. Leur arrivée a provoqué un déplacement massif de la population locale. Le chef de cette chefferie, indique que ces miliciens ont eu une rencontre avec les autorités coutumières locales et certains habitants pour leur annoncer officiellement leur intention d'ériger leurs positions à Aré et Musongwa, deux groupements de cette entité.

Félix Tshisekedi oblige la SNEL de prévenir ses abonnés sur les coupures d'électricité. Ces désagréments, a-t-il déploré, causent de nombreux dégâts aux ménages particulièrement ceux aux revenus modestes en ce qu'ils engendrent des pertes des provisions en denrées alimentaires voire la destruction d'appareils ménagers. La direction de la SNEL est donc appelée à communiquer clairement à ses abonnés un programme bien défini quant à l'amélioration progressive de la desserte en électricité, de manière permanente notamment dans les différentes communes de la capitale.

Agression rwandaise: Patrick Muyaya demande à Londres de faire pression sur Kigali. Le ministre de la Communication est d'avis que le gouvernement britannique devrait emboîter les pas des autres pays comme USA, la France, la Belgique, en condamnant le Rwanda. « On a arrêté des militaires rwandais dans le territoire congolais. Les matériels utilisés par le M23 sont ceux du Rwanda. Il y a des rapports qui l'ont attesté notamment celui des experts des Nations unies, celui des services d'intelligence et notre propre rapport que nous avons documenté dans un livre blanc qui démontre clairement les crimes commis par le Rwanda ». Patrick Muyaya a appelé, vendredi 17 mars, le gouvernement britannique à faire pression sur le Rwanda qui soutient la rébellion du M23.

Beni : sensibilisation sur la révision de la cartographie des zones minées. Selon le coordonnateur national-adjoint du Centre congolais de lutte anti-mines (CCLAM) : « comme l'objectif est d'avoir zéro zone polluée des mines, il a fallu qu'on vienne ici dans la ville et le territoire de Beni pour voir si on peut faire la révision, mener des enquêtes afin de déterminer les vraies surfaces polluées. Nous attendons qu'ils puissent capitaliser, s'approprier les notions apprises ». Il a demandé aux participants à cette formation d'avoir confiance envers le Centre congolais de lutte anti-mines : « Nous avons les moyens, la matière, la spécialité et la technicité ».

Goma : lancement du projet des femmes ambassadrices de la paix. Ce projet de trois mois consiste à mettre en place des noyaux de femmes au niveau de 18 quartiers de cette ville. Ces noyaux seront chargés de lutter contre les messages de la haine et la désinformation. « Nous voulons montrer aux femmes qu'elles doivent contribuer à la recherche de la paix dans leurs communautés, c'est le but de ce projet. Et, plus encore, les amener à agir, chacune dans son quartier, en collaboration avec les cadres de base sur les questions qui touchent à la paix dans leurs quartiers respectifs », a souligné Lydie Feza Biringanine, membre du noyau du quartier Keshero. Elle a invité ses semblables à s'abstenir de divulguer, via le téléphone, des messages sans les avoir vérifiées. La cheffe de bureau de Monusco à Goma, veut voir la contribution des femmes dans les efforts de recherche de la paix, être valorisée...

Beni : des rebelles ADF prennent des civils en otage à Katiri. Les victimes ont été enlevées dans leurs champs et leur destination n'est pas encore connue jusque-là. D'autre part, ces rebelles auraient érigé un bastion dans le parc national des Virunga entre les villages de Kavasewa et Karuruma. Une situation qui provoque une psychose chez les habitants qui craignent une éventuelle attaque dans la région. Il y a 2 jours, la société civile de Beni avait déploré les attaques des ADF ayant fait une centaine de morts et de dégâts matériels dans cette contrée.

Bukavu : la population exhortée au dépistage précoce du glaucome. Le coordonnateur provincial du Programme national de la santé oculaire et visuelle (PNSOV) au Sud-Kivu a prodigué ce conseil à la clôture de la semaine du glaucome à Bukavu. Il a expliqué que cette pathologie peut rendre quelqu'un aveugle toute la vie si l'on y prend garde : « Cette maladie détruit progressivement les nerfs optiques sans que la personne ne s'en rende compte parce qu'il n'y a pas de douleurs, rien du tout. Et, c'est après que la personne va se rendre compte qu'elle ne voit plus de ses yeux, qu'elle est devenue aveugle ». En plus de cela, Dr Ngoma a indiqué d'autres

facteurs, notamment le diabète, l'hypotension ou l'hypertension peuvent aussi à la longue pousser le patient à développer le glaucome. Le PNSOV se propose d'organiser une sensibilisation et un dépistage gratuit de glaucome.

Dimanche 19 mars.

Nord-Kivu : le gouverneur accuse le M23 d'une nouvelle violation du cessez le feu à Masisi. Le gouverneur du Nord-Kivu, a accusé ces rebelles d'avoir attaqué, ce samedi dans la matinée, les positions de l'armée à Mpati, à Kabaya, à Nyabibwe, à Kadirisha, à Rubare et à Nyamuzimu, dans le territoire de Masisi. Il a appelé à la population civile que les militaires des FARDC ne sont pas au Nord-Kivu pour faire le tourisme mais plutôt pour y restaurer la paix. Le commandant des opérations militaires et son prédécesseur, ont inspecté différentes positions qui constituent les verrous de la ville de Goma contre la menace du M23 et son allié le Rwanda.

Felix Tshisekedi évoque « l'impérieuse nécessité » d'une revisitation du contrat chinois, dans le sens d'un rééquilibrage des avantages visant à garantir les intérêts de la RDC dans l'exploitation de la Sicominex. Felix Tshisekedi faisait ainsi suite aux conclusions du rapport de l'Inspection générale des finances, (IGF) sur le contrat chinois. Ce contrat est celui ayant conduit à la création de la Sino-Congolaise des mines, (Sicomines), chiffré à plus de 6 milliards de dollars américains. Il porte sur l'échange de minerais contre des infrastructures. Dans un rapport publié le 16 février dernier, l'IGF a appelé à la revisitation ou résiliation du contrat minier conclut entre la RDC et la Chine depuis 2008. D'après le rapport de l'IGF, les minerais extraits du sous-sol peuvent être estimés à 10 milliards alors que les infrastructures construites par la Chine ne dépassent pas les 800 millions de dollars.

Kwango : plus de 2500 nouveaux déplacés de Kwamouth arrivent dans la province. Elles y ont fui les attaques meurtrières d'hommes armés et se sont réfugiées aux villages Batshongo, Kabuba et pont Kwango. Ces déplacés vivent dans des conditions précaires, a rapporté le 18 mars, le cadre de concertation provinciale de la société civile du Kwango. Au village Batshongo, par exemple, ces personnes dorment dans les églises, les écoles ainsi que dans la cour de la résidence du chef de village. Elles sont dépourvues de tout et leur situation est très précaire. Ces derniers viennent s'ajouter à plus de 30.000 autres qui vivent déjà dans des conditions inhumaines.

Lubero : les ADF tuent au moins 9 personnes au village Nguli et plusieurs autres sont portées disparues. Selon la société civile et les notables de la région, cette attaque est la toute première que mènent ces rebelles ougandais dans le territoire de Lubero. Ces derniers n'étaient actifs, jusque-là, que dans le territoire de Beni (Nord-Kivu) ainsi qu'à Irumu et Mambasa (Ituri). La société civile recommande aux autorités militaires et au gouvernement de prendre des mesures qui s'imposent pour empêcher l'extension des rebelles ADF à travers d'autres territoire.

Kasaï-Oriental : 3 morts et plusieurs blessés graves à la suite d'un accident de la route. Ce drame, impliquant un camion transportant des personnes et des marchandises, s'est produit précisément entre les villages Bena Mpunga et Bena Ndaya. Après l'accident, le chauffeur et les convoyeurs du camion ont pris le large. Un des rescapés parle du mauvais état de la route comme cause de l'accident, tandis que des villageois venus secourir les victimes évoquent la surcharge du camion accidenté.

Ituri : 14 personnes meurent dans une série d'attaques attribuées à la Codeco à Mahagi. Le faible effectif des soldats des Fardc n'a pas permis de repousser l'attaque de ces villages de la chefferie de Panduru. « Les éléments de la milice Codeco ont fait incursion dans les villages Awu, Sana-Ali, Djupazaga, Merber, Terutor, etc. Ces miliciens seraient venus des villages Lobo, Kamacho et ont tué à la machette », a expliqué le président de la coordination de la société civile du territoire de Mahagi. Avant de se retirer, les assaillants ont incendié une dizaine de maisons et emporté plusieurs biens. L'attaque a provoqué une paralysie totale des activités dans les villages.

Bukavu : un camion finit sa course dans un marché, tuant 5 personnes. L'accident s'est passé au quartier Panzi dans la commune d'Ibanda. Les témoins rapportent qu'un camion en provenance de Nyantende a perdu le contrôle et est entré dans le petit marché de Kamagama où plusieurs vendeuses étalent leurs marchandises le soir. Cinq personnes sont mortes sur place, d'autres ont été blessées. Ces dernières ont été conduites à l'hôpital.

Déploiement des soldats angolais en RDC: Felix Tshisekedi s'entretient avec João Lourenço. Les deux chefs d'Etat n'ont pas communiqué sur les détails de leur entretien qui a eu lieu 24 h après l'approbation à l'unanimité du parlement angolais de l'envoi d'un contingent militaire dans l'Est de la RDC. Le ministre congolais des Affaires étrangères, a indiqué que cette rencontre a permis aux 2 chefs d'Etats d'évaluer le processus de paix de Luanda que mène le président angolais en sa qualité de médiateur désigné par l'Union

Africaine. Les détails opérationnels du mandat du contingent militaire angolais de 500 soldats ainsi que la suite du processus ont été largement évoqués.

Kongo-Central : 404 projecteurs de lumière led arrachés de véhicules par les services des transports. Au total 404 projecteurs de lumière led ont été enlevés de véhicules circulant sur la route Matadi-Kinshasa, à l'issue d'une opération des services des transports de la province du Kongo-Central. Il s'agit des lumières non appropriées pour la conduite que les conducteurs ajoutent sur leurs véhicules (voitures, bus, moto, camion). Ces lumières led qui éblouissent fortement les conducteurs sont à la base de certains accidents sur la route Matadi-Kinshasa. Le ministre provincial des transports affirme que l'utilisation de ces projecteurs dont l'intensité de la lumière ne peut pas être réglée lors de la conduite du véhicule, est inappropriée à la circulation routière. D'après lui, ces lumières, gênant fortement la vue d'autres conducteurs, ont déjà provoqué plusieurs accidents de la route.

« **La situation sécuritaire dans l'Est de la RDC constitue un drame humanitaire** », explique le **Premier ministre**. Se fondant sur Franz Fanon, le Premier ministre estime que la SADC en tant qu'organisation sous régionale, ne peut rêver et croire réellement à un développement intégré dans son espace sans la paix et la sécurité en RDC. Ainsi, en vue d'un rétablissement rapide et durable de la paix et la sécurité dans son pays, il compte donc sur sa solidarité, dans la lutte contre la menace que représente l'agression rwandaise. Aussi, appelle-t-il à la tenue d'un sommet extraordinaire de la SADC consacré à cette situation. En ce qui concerne la RDC, rappelle le Premier ministre congolais, la situation sécuritaire dans sa partie est, notamment dans la province du Nord-Kivu, reste très préoccupante à cause de la présence des groupes armés et de l'agression rwandaise dont elle est victime.

Mobayi-Mbongo: la centrale hydroélectrique ne fonctionne plus qu'avec 1 groupe sur 3. Le projet de la centrale hydroélectrique de Mobayi Mbongo était conçu pour alimenter en énergie électrique la région du grand Equateur mais aussi des villes de la République centrafricaine (RCA) et de la République du Congo. Cet objectif n'est pas atteint puisque seulement une partie de la RCA est desservie alors que le Congo ne l'est pas encore. Lors de la première phase de son lancement, le 24 novembre 1989, les trois machines de cette centrale produisaient chacune 3300 Kw. Mais 15 ans plus tard, des pannes ont commencé faute de réhabilitation. A ce jour, la centrale hydroélectrique de Mobayi Mbongo ne fonctionne qu'avec une seule machine. Celle-ci ne produit actuellement que trois mégawatts, incapable de répondre à la demande toujours croissante. Cependant, la SNEL a pu, sur fonds propres, réhabiliter le groupe 3 et pourrait le remettre en service au cours du second semestre 2023.

Nord-Kivu : 90 nouveaux patients admis chaque jour dans le centre de traitement de choléra mis en place par MSF à Bulengo. D'après MSF, au moins 1000 personnes ont été soignées en 10 jours seulement dans cette région qui compte environ 100 000 personnes qui y ont trouvé refuge à la suite des affrontements entre les rebelles du M23 et les Fardc dans les territoires de Masisi et Rutshuru. L'insuffisance de latrines et d'eau potable dans les camps des déplacés contribue à cette flambée des cas. MSF indique que, jusque-là, il fournit deux cent mille litres d'eau potable par jour, en plus de deux cents latrines déjà construites tandis que deux cents autres sont encore en chantier. Cela reste largement insuffisant pour répondre aux normes hygiéniques de base.

Goma : le litre d'essence est passé de 3 400 à 4 500 FC à la suite de la grève des pétroliers. La population de Goma demande aux autorités de trouver, vite, le moyen de régler cette situation, pour lui éviter de supporter les conséquences de cette grève. Car, elle fait déjà face aux multiples problèmes divers, liés à la guerre dans cette partie du pays. Cette grève des opérateurs économiques a été organisée pour dénoncer le non-respect de la structure des prix au niveau local, par certains opérateurs pétroliers qui bénéficient des exonérations. Aux dernières nouvelles, l'on rapporte que la question a été prise en charge par le cabinet du Premier ministre, qui a promis aux opérateurs économiques de trouver une solution notamment la suspension de ces exonérations.

Pour l'Angola, l'envoi de militaires en RDC dépend des conditions dans les zones de cantonnement. Selon le ministre d'État et chef de la Maison militaire du Président de la République, Francisco Furtado, une délégation de la Commission ad hoc, composée d'officiers de l'état-major général des Forces armées angolaises (FAA), se rendra le samedi 25 mars dans les zones prévues, pour confirmer l'existence des conditions. Il a souligné que, selon le contingent prévu, deux zones ont été définies qui pourraient être subdivisées en zones, pour le cantonnement des militaires et pour l'accueil de la population civile, en mettant l'accent sur les proches des militaires du M23 et d'autres citoyens civils qui sont avec le mouvement susmentionné.

Tanganyika : plaidoyer pour la réhabilitation urgente du pont Mulongoyi, qui relie les provinces du Tanganyika et du Maniema. La vétusté de ce pont qui est d'une importance économique considérable, représente un manque à gagner considérable pour la région, mais aussi un danger pour les populations qui l'utilisent.

Lundi 20 mars.

Crise dans l'Est de la RDC : Luanda, Pretoria et Kinshasa échangent pour la consolidation de la paix. Des délégations d'Angola, d'Afrique du Sud et de la RDC ont échangé, ce 19 mars à Kinshasa, sur la mise en place d'une feuille de route, visant à consolider la paix dans l'Est de la RDC. Ces trois pays se proposent d'approfondir leur partenariat stratégique et durable, visant à obtenir des résultats concrets. Ce partenariat va s'étendre aux secteurs de développement économique, de la défense, des infrastructures et de l'administration publique. Des rapports seront faits aux chefs d'Etat respectifs par les ministres des Affaires étrangères correspondants, afin que la diplomatie régionale regarde dans la même direction et travaille pour les mêmes objectifs stratégiques.

Patrick-Thierry Kakwata appelle au départ des troupes étrangères avant la tenue des élections. « Il ne faudrait pas tenir les élections dans le contexte d'occupation d'une partie du territoire national. Pour nous, il faudrait commencer par pacifier et dégager toutes les troupes ou armées étrangères qui se trouveraient sur notre sol ». Le Président du parti Mouvement des réformateurs libéraux (MRL), a également souligné la nécessité de désarmer les groupes armés qui écument la partie Est du pays. C'est ainsi qu'il a plaidé pour que les Fardc soient remises dans leur mission de garantir l'intégrité territoriale.

Nord-Ubangi : l'Hôpital général de référence de Mobayi-Mbongo délabré et non-équipé, depuis 4 ans, sans eau potable, ni médicaments, sans frais de fonctionnement. Construit à l'époque coloniale, cet établissement hospitalier se dégrade au fil des années et il est envahi de partout par les herbes qui poussent jour après jour. Sa vieille toiture suinte à plusieurs endroits. Les pavillons pour l'hospitalisation n'ont pas de matelas. Il y a seulement de vieux grabats sur lesquels les patients qui le peuvent, apportent leurs propres matelas.

Maniema : le député Kikuni alerte sur le ralentissement des travaux de réfection des routes. L'Office des routes qui exécute les travaux, attribue cette situation à la vétusté des matériels et au manque de financement. « Et en ce qui concerne le financement additionnel, il y a lieu que le Fonds national d'entretien routier (FONER) puisse allouer des fonds supplémentaires pour permettre que tous les projets soient exécutés normalement ». L'OR a affirmé qu'il y a des engins poids lourds à Kinshasa qui doivent être acheminés au Maniema pour ces travaux.

Kwilu : la Division provinciale de la santé enquête sur la présence ou non du polio virus sauvage à Bandundu. « Hormis la recherche active que nous menons dans les communautés (si, par exemple, un enfant présente la paralysie flasque aigue, nos prestataires sur terrain prélèvent les échantillons de selles) nous avons couplé cela avec la surveillance environnementale. C'est le prélèvement des échantillons des eaux usées, pour se rassurer réellement que le virus PVS (Polio virus sauvage) n'y circule plus », Ce travail a été fait avec l'aide d'une équipe de l'Institut national de recherche biomédicale (INRB) où les échantillons seront envoyés pour analyse.

Le Conseil de paix et sécurité de l'Union africaine arrive à Kinshasa ce lundi, pour une mission de terrain de trois jours. A Kinshasa, les délégués du CPS auront des échanges avec les officiels congolais dont le chef de l'Etat, les présidents de deux chambres du Parlement, des membres du gouvernement, des responsables de la Monusco ainsi que les chefs de missions diplomatiques. Au Nord-Kivu, la délégation tiendra une réunion avec la Monusco, élargie aux Fardc et à la force régionale de la Communauté de l'Afrique de l'Est et au Mécanisme conjoint de vérification de la Conférence internationale sur la région des Grands lacs (CIRGL). Le Conseil de paix et sécurité est l'organe décisionnel permanent de l'UA pour la prévention, gestion et règlement des conflits dans le continent.

Kinshasa : arrivée du général Octavio Rodrigues De Miranda, nouveau commandant de la force de la Monusco. Cet officier de l'armée brésilienne remplace à ce poste le général de corps d'armée Marcos De Sá Affonso Da Costa. Le numéro un de la force de la mission onusienne en RDC possède une longue carrière de plus de quarante ans dans les forces armées brésiliennes. Sur le plan international, il avait servi au Soudan en tant qu'observateur militaire pour UNMIS, et en tant qu'attaché militaire de l'Ambassade du Brésil en Chine.

Kasaï : SOS pour près de 1 420 Congolais « expulsés de façon inhumaine d'Angola ». L'Angola soutient que les Congolais expulsés vivaient dans une situation irrégulière. La plupart d'entre eux se trouvent dans les mines de diamant ; alors que la pratique est actuellement interdite. Tout en déplorant les mauvaises conditions d'expulsion de ces personnes et la situation dans laquelle ils vivent à la frontière, Christian Mabedi interpelle les autorités congolaises et les humanitaires sur cette situation.

Mahagi : le bilan de l'attaque des présumés miliciens Codeco revu à 27 morts. Selon un enseignant joint dans la zone, onze nouveaux corps ont été retrouvés dimanche dans les localités suivantes : Djupalangu-Kapele, Rara, Kulahaye, Aliana et Akusi. Les dépouilles ont été récupérées par des habitants après le retrait des assaillants. Deux autres victimes grièvement blessées ont également succombé à leurs blessures.

Mbuji-Mayi : plus de 3 millions de personnes attendues à la campagne de vaccination contre la fièvre jaune. Prévues jusqu'au 29 mars courant, cette activité vise les personnes âgées de 9 mois à 60 ans dans plus de 1100 sites de vaccination. D'après le chef de Division provinciale de la santé, depuis le début de cette année, cette province a enregistré deux cas de fièvre jaune confirmés par l'Institut national de recherche biomédicale (INRB).

Gdadolite : baisse de la qualité d'eau distribuée par la Regideso. « Nous avons de sérieux problèmes techniques surtout au niveau de notre usine de traitement d'eau. Les équipements et les ouvrages de production sont dans un état de délabrement très avancé. La toiture de l'usine est abîmée, les produits chimiques sont exposés. En plus de cela, nous avons aussi la citerne de stockage d'eau traitée qui n'est pas bien couverte. La toiture est abîmée. Il faut que le château soit couvert », a expliqué le chef du centre de la Regideso/Gbadolite. Pour fournir l'eau aux habitants de nouveaux quartiers, la Regideso/Gbadolite éprouve aussi certaines difficultés : « Nous manquons de tuyauterie pour faire des stations et des branchements des particuliers. Nous avons aussi le problème de véhicule ». L'actuelle usine de la Regideso/Gbadolite n'a plus été réhabilitée depuis 26 ans, avec la chute du Maréchal Mobutu en 1997.

Kinshasa : un court-circuit à la base de l'incendie de certains locaux de l'immeuble Botour. Situé au centre-ville, ce bâtiment abrite plusieurs maisons commerciales et quelques stations des radios et télévisions. Tous les appareils contenus dans le local 21 tels que des smartphones, ordinateurs et autres accessoires ont été calcinés. Les propriétaires sont inconsolables. Un agent du Syndic, qui a requis l'anonymat, rejette la faute aux occupants des locaux : ces derniers, pour ne pas payer certaines taxes, ne signalent pas le voltage de leurs appareils et s'arrangent de manière à se distribuer le courant électrique en y installant des raccordements frauduleux.

Beni : la coalition Fardc-UPDF appelée à redéfinir ses zones d'intervention à la suite des atrocités des ADF. Cette demande est consécutive à des multiples attaques des ADF contre les populations civiles dans cette partie du territoire de Beni et récemment vers Lubero, où la coalition UPDF-Fardc n'a pas encore mandat d'intervenir. De son côté, le porte-parole des opérations conjointes Fardc-UPDF, indique que la question d'extension des opérations dans d'autres zones où les menaces des ADF sont signalées est en étude, bien que la zone soit sous la responsabilité des opérations Sokola I Grand Nord.

Beni : baisse des cas de rougeole dans la zone de santé d'Oicha. D'après l'infirmier superviseur chargé des activités préventives et surveillance épidémiologique dans cette zone de santé, en un mois, seuls 806 nouveaux cas de rougeole, dont trois décès, ont été notifiés dans la zone de santé d'Oicha alors qu'en 2022, les mêmes chiffres étaient atteints en seulement deux semaines. Il explique cette baisse par l'organisation de la campagne de vaccination contre cette épidémie dans la zone. « Nous venons de vacciner 39 857 enfants sur les 43166 attendus »

Butembo : tentative d'assassinat de trois journalistes. Le journaliste de la Radio Moto, alors qu'il revenait de son lieu de travail, deux hommes armés sur une moto l'ont arrêté à moins de 500m de sa résidence. Cependant, un des deux hommes armés l'aurait reconnu et voulait persuader son compagnon à « ne pas exécuter la mission leur assignée ». C'est à ce moment que le journaliste a pris la fuite. Ils ont tiré des coups de feu, mais sans succès.

Les deux autres victimes sont journalistes à la RTVH. Alors qu'ils revenaient du service, un homme armé a surgi pour les menacer de mort, non loin de la paroisse de Kitatumba. C'est grâce aux phares d'un véhicule provenant de l'autre sens que l'homme armé s'est éclipsé et les journalistes en ont profité pour s'en fuir.

André-Alain Atundu quitte le FCC pour rejoindre l'Union sacrée. « Le développement du pays et l'épanouissement des populations sont conditionnés par la paix. Nous allons résolument œuvrer sous la direction du Chef de l'Etat, pour l'effectivité de son leadership par la conquête de nos territoires occupés par les agresseurs »

Mardi 21 mars.

Jean-Pierre Raffarin appelle la communauté internationale à « s’impliquer véritablement pour le retour de la paix en RDC ». Il l’a affirmé à la suite d’un échange sur la situation sécuritaire dans la partie Est de la RDC qu’il a eu lundi avec les deux présidents du Parlement congolais. « Nous voulons exprimer une préoccupation pour que les sujets de la RDC soient pris en compte par la Communauté internationale. Notre conviction c’est que la paix ne tombe pas du ciel. La paix c’est un travail, ce sont des discussions avec des gens avec lesquels on n’est pas d’accord quelques fois. C’est cet effort auquel nous contribuons modestement, mais avec détermination ». Il conduit la délégation de la Fondation des Leaders pour la paix à Kinshasa. Cette délégation est venue rencontrer les autorités politiques, afin de réfléchir sur la question liée au retour définitif de la paix en RDC.

Beni : malgré l’insécurité, des femmes entreprennent dans la pisciculture pour leur autonomisation. C’est ce qu’indique le chef de l’organisation « Misère sors » antenne de Beni, qui encadre des personnes vulnérables, particulièrement les femmes, à travers plusieurs filières. « Lorsque nous avons constaté la persistance de l’insécurité et que nous n’avions plus accès à nos champs, nous avons pu prendre contact avec ‘Misère sors’. Elle nous a sensibilisés à travers différents métiers pour éradiquer la pauvreté. Elle nous a montré tous les métiers, mais nous avons préféré creuser un étang, nous-mêmes femmes. Aujourd’hui, nous produisons du poisson ici à Beni. Nous avons commencé ce projet en 2021. Dans ces deux ans, nous venons de produire trois fois ». Le chef d’antenne de ‘Misère sors’ renseigne que ces femmes vont, à travers leurs activités, mettre en place l’Association villageoise d’épargne et de crédit, en vue d’une autonomisation durable. Cependant, l’insécurité et le manque d’équipement adéquats restent des défis à relever pour la réussite du projet.

Combats à Masisi: les habitants du groupement Bashali Mokoto réfugiés dans la brousse. Elles ont fui les combats qui ont opposé, dans cette région, les rebelles du M23 soutenus par le Rwanda aux FARDC ainsi qu’aux groupes armés locaux. La situation humanitaire s’est nettement dégradée dans cette région depuis le mois de janvier, à cause des affrontements de Kitshanga et Mweso. Les habitants vivent dans l’errance d’un milieu à l’autre, sans assistance ni médicaments, déplorent ces sources locales.

Mahagi : l’administrateur du territoire appelle la Codeco à respecter son engagement de cesser les hostilités. Appel lancé 48 heures après une série d’attaques armées menées par des présumés combattants de cette milice dans la chefferie de Panduru, qui a fait vingt-sept morts. L’administrateur du territoire de Mahagi a cependant demandé à la population de ne pas recourir à la violence aux fins de se faire justice face aux attaques des groupes armés : « Je demande à tous de ne pas céder à l’intoxication mais de se confier aux forces de défense et sécurité pour que justice soit faite. Je vous assure que les Fardc sont à la poursuite de l’ennemi ».

Tshopo: 300 pensionnaires de la prison centrale de Kisangani obtiennent leurs cartes d’électeurs. Il s’agit de ceux qui sont détenus préventivement ainsi que les condamnés qui vont recouvrer leur liberté avant décembre 2023, a précisé le chef de la division provinciale de la justice et garde des sceaux. Des agents électoraux ont été dépêchés à la prison centrale de Kisangani par la Ceni pour y procéder à l’enrôlement des prisonniers éligibles comme électeurs aux prochaines élections. Opération faite sur demande des autorités judiciaires provinciales.

Kwilu : près de 370 enfants atteints de rougeole en 3 mois, dont 10 décès. Cette épidémie déclarée depuis l’année dernière, touche à ce jour au moins onze zones de santé sur le vingt-quatre que compte la division provinciale de la santé du Kwilu. Parmi les facteurs favorisant cette maladie, le coordonnateur du PEV/Kwilu cite notamment la non-vaccination de plusieurs enfants dont les parents négligent le calendrier vaccinal. Par ailleurs, ce responsable du PEV a annoncé l’organisation, d’une campagne de vaccination de masse pour riposter contre cette épidémie. En 2022, au total 1 244 cas de rougeole, dont un décès, avaient été notifiés.

Bukavu : ouverture de la table ronde sur la paix et développement au Sud-Kivu. La table ronde pour la paix et le développement du Sud-Kivu regroupe les députés et ministres, la société civile, les chefs religieux, les autorités traditionnelles et leurs partenaires. Les participants se fixent l’objectif de se regarder dans les yeux et discuter pour jeter les bases d’un développement durable pour les 10 ans à venir. Il s’agit aussi de rétablir la cohésion sociale et la cohabitation pacifique. Les principales questions portent sur la gouvernance, la gestion des terres et des ressources naturelles du Sud-Kivu et les infrastructures, qui génèrent des conflits intercommunautaires. L’Assemblée nationale est représentée par son deuxième vice-président tandis que la facilitation est assurée par le deuxième vice-président de l’Eglise du Christ au Congo (ECC).

Marie Josée Ifoku propose une transition de 2 ans avec Felix Tshisekedi. La seule femme candidate à l’élection présidentielle du 23 décembre 2018 estime que cette période de transition qu’elle propose ne devra pas s’apparenter à un partage des postes, mais l’occasion d’établir les bases d’un nouveau départ pour la stabilité du pays. C’est ce qu’elle appelle « renaissance de la RDC ». Elle veut une transition avec l’actuel président à la tête

du pays. La présidente de l'Alliance des élites pour un nouveau Congo (AENC), invite à cet effet la classe politique, les confessions religieuses, la société civile, la jeunesse et les femmes à soutenir cette initiative.

Félix Tshisekedi accuse la Grande-Bretagne de « fermer les yeux » sur les abus de Kagame, sur le bilan antidémocratique de celui-ci et les atrocités commises par son armée supplétive dans l'est du Congo, riche en minerais. Cette évaluation du Président Tshisekedi est diamétralement opposée à la description du Rwanda faite par la ministre britannique de l'intérieur qui qualifie ce pays-là « d'un modèle dans la région ». Félix-Antoine Tshisekedi a dressé un bilan accablant de l'accord conclu entre la Grande-Bretagne et le Rwanda en matière d'immigration, qui, selon lui, a été conclu en échange du silence de Londres sur les exactions commises par le régime du président Kagame. Felix Tshisekedi a décrit le dirigeant rwandais comme un « dictateur criminel et sanguinaire ». « Il semble que l'accord sur l'immigration ait plus de valeur pour le Royaume-Uni que le soutien à la paix et à la stabilité en RDC », a déclaré Tshisekedi.

Kalemie : marche des enseignants des écoles publiques pour défendre certains chefs d'établissements accusés « faussement » par certains syndicalistes de percevoir illicitement les frais scolaires ». Les enseignants, eux, récusent ces allégations portées contre les chefs d'établissements et accusent à leur tour certains syndicalistes d'être à la base de « ces fausses accusations ». Ils déclarent que les enseignants des écoles primaires publiques du Tanganyika restent attachés au principe de gratuité de l'enseignement à l'école primaire. Pour sa part, le directeur provincial de l'enseignement de Tanganyika 1 n'a pas voulu faire un commentaire sur ce dossier.

Ituri : les membres de la communauté Hema échangent sur la recherche de la paix. Trois cents personnes participent à ces échanges qui s'inscrivent dans la recherche de la paix dans cette province. L'objectif de cette rencontre intracommunautaire est de trouver une voie de sortie à la crise sécuritaire qui affecte cette province depuis décembre 2017. « Cela pour donner la chance à la paix, gage pour le développement de cette province ».

Assemblée nationale : la loi portant répartition des sièges parmi les matières prioritaires de la session de mars. L'Assemblée nationale a adopté le calendrier des matières à examiner au cours de cette session ordinaire de mars : il y a l'examen du calendrier électoral de la Ceni, la loi portant répartition des sièges, ainsi que toutes les matières liées à la sécurité et la défense nationale. « Au cours de cette session, lors du contrôle parlementaire, la représentation nationale va auditer tous les contrats miniers conclus avec les partenaires dont le contrat chinois qui a privé à l'Etat congolais des recettes substantielles et nécessaires à son développement », rapporte la cellule de communication de l'Assemblée nationale. Le projet de calendrier prévoit aussi l'examen des rapports annuels d'activités de la CENI, de la CNDH-RDC, du CSAC ainsi que le rapport-synthèse des rapports des vacances parlementaires pour la période du 16 décembre 2022 au 14 mars 2023. Le projet de loi autorisant la ratification du protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des personnes handicapées en Afrique, les propositions de lois portant création, organisation et fonctionnement de l'Agence nationale de lutte contre la corruption et l'Ordre des ingénieurs agronomes en RDC.

Haute cour militaire : les avocats du député Mwangachuchu sèchent l'audience de ce mardi pour des raisons de sécurité. Les avocats du député ont affirmé craindre pour leur sécurité. Ils veulent avoir des garanties. Edouard Mwangachuchu est poursuivi avec son complice le commissaire principal de la police de Goma, pour participation à un mouvement insurrectionnel, détention illégale d'armes et munitions de guerre et incitation des militaires.

Nord-Ubangui : l'hôpital général de Gbadolite dépourvu de tout. Non repris dans le Programme de développement local de 145 territoires (PDL 145 T), cet établissement hospitalier public ne reçoit ni dotation de l'Etat ni frais de fonctionnement. Il n'a pas d'intrants, pas de matériel sanitaire et moins encore de médicaments. Les patients achètent, eux-mêmes, tous les nécessaires pour la consultation et les soins.

La CENI clôture l'enrôlement des électeurs dans la deuxième aire opérationnelle, qui regroupe neuf provinces à savoir, Haut-Katanga, Haut-Lomami, Kasai, Kasai-Central, Lualaba, Tanganyika, Kasai-Oriental, Lomami, Sankuru. Mais aussi trois pays étrangers à savoir Afrique du Sud, la Belgique et la France. Au total, 7.669 centres d'inscription sont concernés. Selon le secrétaire exécutif provincial à l'intérim de la Ceni Tanganyika, les centres d'inscription des électeurs seront fermés progressivement suivant leurs dates d'ouverture. Il rassure que les requérants qui vont se retrouver devant les centres d'enrôlement le dernier jour seront tous enrôlés.

Mercredi 22 mars.

Nord-Kivu : le secteur du développement rural « touché de plein fouet par la guerre d'agression » (François Rubota). En visite de travail au Nord-Kivu, le ministre du Développement rural a affirmé que cette guerre d'agression met à mal tous les efforts du gouvernement en cours visant à relever l'économie rurale dans les territoires de Rutshuru et Masisi considérés comme des greniers du Nord-Kivu. « Notre secteur est touché de plein fouet par cette guerre d'agression. La ville de Goma et de Bukavu, qui sont de grandes villes approvisionnées par des milieux ruraux et aujourd'hui, ces deux villes ne les sont plus. Nous attendons les résultats des efforts louables des Fardc et des forces de sécurité pour que la paix revienne dans cette partie du territoire national. Dès que la paix et la sécurité seront retrouvées, c'est alors que nous allons nous impliquer d'une manière significative ».

Goma : plus de 2 000 cas de choléra enregistrés en 2 semaines au camp des déplacés de Bulengo, situé au quartier Lac-vert, à l'ouest de Goma (Nord-Kivu). Le choléra a été signalé le 7 mars courant dans ce camp des déplacés. Selon Médecins sans frontières (MSF), l'insuffisance de latrines et d'eau potable contribue à la flambée des cas de choléra dans ce camp de déplacés. L'ONG indique qu'elle fournit 200 000 litres d'eau potable par jour, en plus de 200 latrines déjà construites tandis que 200 autres sont encore en chantier.

Enrôlement des électeurs à Beni : les comédiens mobilisent les retardataires Ils ont lancé leur appel lors d'une activité de sensibilisation organisée dans la ville par la structure dénommée « Beni comedy club ». Tout en reconnaissant l'insuffisance de sensibilisation dès le départ, ces artistes rappellent à la population l'importance de la carte d'électeur sur le plan sécuritaire et socio-économique et appellent les retardataires à profiter de quinze jours supplémentaires accordés par la Ceni pour s'enrôler.

Kindu : 400 ménages sinistrés des inondations bénéficient des fonds de survie, de la part du Mouvement international des droits des enfants, de la femme, de l'homme veuf et de leur promotion sociale (MIDEFHOPS) et de l'Association des femmes pour la promotion et le développement endogène (AFPDE). Chaque ménage a reçu 100 USD pour subvenir aux besoins primaires de la maison. Ce montant offert est insuffisant, étant donné que ces sinistrés ont beaucoup de besoins pressants. « Nous lançons une alerte auprès des autres humanitaires ». Plus de sept mille familles avaient perdu leurs maisons lors de la pluie torrentielle qui s'était abattue le 20 avril 2022 sur toute l'étendue de la ville de Kindu et ses environs. La pluie avait causé des dégâts matériels importants.

Beni : le gouvernement reconstruit le marché Mayangose, incendié en janvier dernier, avec la construction des hangars au standard moderne. Ces travaux sont financés par le gouvernement à travers la Caisse de la solidarité nationale de gestion humanitaire des catastrophes. Chaque hangar a une dimension de 11.6 m sur 17.4 m. La capacité d'accueil de ce marché est estimée autour de 100 à 200 personnes par hangar.

Kinshasa : le greffier en chef de la Cour de cassation transféré à la prison de Makala. Le greffier en chef de la Cour de cassation et la greffière divisionnaire en chef du tribunal de commerce de la Gombe, sont placés sous mandat d'arrêt provisoire depuis la veille. Il leur est reproché l'abstention coupable : le fait, pour un fonctionnaire de l'État ou toute personne chargée de service public, de retarder ou de retenir sans motif valable des fonds ou deniers publics dont il a la gestion et qui sont destinés au paiement des créances, des traitements ou salaires.

Haut-Katanga : 1282 sinistrés à la suite des pluies diluviennes à Luapula. Selon des sources de la société civile locale, la majorité de ces personnes dont 522 enfants passent nuit à la belle étoile après la destruction de leurs maisons estimées à 472. Certains ont trouvé refuge dans des familles d'accueil et d'autres squattent les salles de classes de l'école primaire Mulungushi et de l'Institut Kanga nyoka. Ils libèrent ces salles le matin pour laisser la place aux élèves qui y étudient. Certains sinistrés font de petits travaux champêtres pour avoir de quoi nourrir leurs familles. Le coordonnateur de la société civile, redoute la famine dans les semaines qui suivent si rien n'est fait.

Lualaba : 5 morts dans le débordement des eaux de pluie au site minier de Kakanda. Selon la société civile locale, les eaux de pluie ont débordé le bassin d'une ancienne mine de la Gecamines pour se déverser dans la rivière Kakanda. Ce bilan est provisoire aussi longtemps que les fouilles se poursuivent dans ce bassin.

Butembo : ordinateurs et autres biens de valeur emportés lors d'une incursion d'hommes armés dans un couvent. Un groupe d'hommes armés assimilés à des Maï-Maï ont fait incursion dans la nuit de mardi à ce mercredi 22 mars au sein du Théologat Saint Octave de Vulindi dans la ville de Butembo. Plus d'une dizaine d'ordinateurs et des téléphones portables ont été emportés par les présumés bandits. Ces hommes armés étaient essentiellement des jeunes.

Djugu : un mort et des maisons saccagées lors d'une attaque des présumés miliciens de la Codeco. Ces assaillants ont d'abord attaqué une position des Fardc dans la matinée avant de revenir aux environs de 16 heures pour poursuivre leur besogne durant la nuit. A leur passage, ces hommes armés ont incendié et enlevé les toitures de plusieurs maisons d'habitations de ce coin. Des sources locales signalent également les pillages des biens des habitants de ces milieux. Ces derniers ont tous trouvé refuge près de la base de la base la Monusco de Rho, où se retrouvent des milliers d'autres déplacés. Les casques bleus de la Monusco ont réagi en tirant des coups de feu. Leur intervention a dissuadé ces présumés miliciens à ne pas attaquer le site de Rho.

Andrew Mitchell : « Le projet britannique de transférer les migrants irréguliers au Rwanda est distant des visées expansionnistes en RDC ». On parlait tout à l'heure de l'agression du Congo par le Rwanda. Pourquoi est-ce que le Royaume-Uni hésite de condamner cette agression, alors que vous l'avez fait en ce qui concerne notamment l'agression de l'Ukraine par la Russie ? Vous l'avez condamné immédiatement, pourquoi est-ce que vous ne le faites pas ouvertement en ce qui concerne l'agression de la RDC par le Rwanda ? La situation dans l'Est de la RDC est extrêmement complexe, mais soyez assuré que le gouvernement britannique envoie les mêmes messages à tout le monde : nous soutenons avec l'argent de nos contribuables le processus de paix de Nairobi, et nous exhortons tout le monde à déposer les armes, à négocier et à entrer dans un processus politique. Mais rassurez-vous, la relation très étroite entre la Grande-Bretagne et la RDC, entre la Grande-Bretagne et le Rwanda, nous permet de délivrer les mêmes messages, parfois publiquement, parfois en privé, aux deux gouvernements. On ne dit pas une chose à un gouvernement et autre chose à un autre. Nous sommes pour le peuple, nous voulons que la paix revienne dans cette région très troublée.

Tshopo : des acteurs politiques dénoncent des dysfonctionnements dans des centres d'enrôlement d'Opala. Selon eux, beaucoup de centres auraient fermé à cause des difficultés techniques et matérielles. Cette situation risque d'impacter négativement sur la suite de processus, notamment la réduction du nombre de sièges à la suite d'un taux faible de personnes enrôlées. En réaction, le Secrétaire exécutif de la CENI/Tshopo, Aimee Lihaha, demande à toute personne qui aurait des observations ou des remarques concernant le fonctionnement des centres d'inscription de les porter immédiatement à sa connaissance. Concernant les pannes des machines, ces dernières sont soit remplacées soit réparées selon le cas, souligne-t-elle.

Abus sexuels sur mineurs : la FIFA suspend un entraîneur en RDC. Au début du mois de novembre 2022, de graves accusations concernant des violences sexuelles à l'encontre de mineurs au sein de la Fédération congolaise de football association (FECOFA) ont été relayées par de nombreux médias. Plusieurs entraîneurs de différentes ligues et régions de la RDC ont été accusés d'avoir abusé de mineurs. Le 16 février 2023, sur la base des informations et de la documentation obtenues au cours de la phase préliminaire de l'enquête, la chambre d'instruction a déterminé qu'il existait un cas prima facie. Elle a donc décidé d'ouvrir une enquête officielle à l'encontre de M. Bukabakwa pour de possibles violations de l'article 24 dudit Code d'éthique.

Sud-Kivu : la Cour constitutionnelle réhabilite le gouvernement provincial. La Cour constitutionnelle siégeait sur la requête en inconstitutionnalité de la motion de censure votée par un groupe de députés provinciaux le 24 novembre 2022. C'est la quatrième tentative de déchéance du gouvernement provincial dirigé par Theo Ngwabidje Kasi. Il a été écarté de sa fonction de gouverneur de la province du Sud-Kivu. Dans un message de service daté du 24 février, le vice-ministre de l'Intérieur et Sécurité, avait entériné la décision de déchéance de Théo Ngwabidje Kasi par l'assemblée provinciale du Sud-Kivu en novembre 2022. Theo Ngwabidje avait saisi la Cour constitutionnelle, en date du 24 février, pour récuser la motion de censure votée contre lui par l'assemblée provinciale en novembre 2022. L'examen et le vote de la motion de censure contre le gouvernement provincial s'est déroulé en dehors de l'hémicycle et en l'absence du gouverneur de province pour fournir ses moyens de défense. Raison pour laquelle, le gouvernement provincial avait rejeté cette décision, la qualifiant « d'un acte de rébellion ».

Jeudi 23 mars.

Au moins 1 million des personnes ont besoin d'une assistance alimentaire urgente au Nord, Sud-Kivu et en Ituri, a indiqué le Programme alimentaire mondiale (PAM). Selon son rapport, la situation humanitaire a continué à se dégrader ces derniers mois dans ces trois provinces. Les affrontements entre l'armée et les rebelles du M23 dans le territoire de Masisi ont poussé plus de 10 000 familles à fuir leurs entités pour se réfugier aux camps à Bulengo et Lushagara, autour de Goma, pendant que d'autres ménages ont pris la direction du Sud-Kivu. En Ituri, la Codeco et le groupe terroriste ADF multiplient des attaques, notamment à Drodoro et provoquent un grand nombre de déplacements vers le camp de Rho, qui héberge actuellement plus de 70 000 personnes.

Insécurité au Mai-Ndombe: le Congo interdit aux embarcations de la RDC de naviguer sur sa rive. Les autorités brazzavilloises ont pris cette mesure après que des hommes armés ont attaqué, le 14 mars au village Kaba l'École (Congo), une embarcation en provenance de Kwamouth pour l'Equateur. Brazzaville a, par conséquent, renforcé le dispositif sécuritaire dans ses villages, notamment à Kaba l'École pour empêcher les embarcations en provenance de Kwamouth de naviguer dans ses eaux, pour éviter les hommes armés qui insécurisent cette contrée. La société civile de Kwamouth demande également que des dispositions sécuritaires urgentes soient prises par les autorités de la RDC pour mettre hors d'état de nuire tous ces hommes armés qui gênent la navigation dans la région.

Une dizaine de morts et 190 disparus ont été enregistrés après l'attaque contre une embarcation sur le fleuve Congo le 14 mars à Kaba l'école, un village de la République du Congo situé en face du territoire de Kwamouth.

Journée mondiale de l'eau : la Regideso envisage desservir les quartiers périphériques de Lubumbashi. «Nos problèmes ce sont des usines comme Kasapa et Luano qui sont complètement vétusté et qui ne peuvent plus pomper suffisamment d'eau. Et au-delà de ces usines vous avez des canalisations vieillissantes et qui aujourd'hui demandent des interventions quasiment de tous les jours pour les maintenir en état ». La Regideso ne desserve à la ville de Lubumbashi qu'à deux tiers de ses besoins en eau potable.

Ituri : le retard du démarrage du PDDRCS inquiète le Parlement des jeunes. Le président du Parlement des jeunes de l'Ituri a encouragé les responsables du PDDRC-S ainsi que celles du pays à faire de ce programme une urgence, afin de sauver la situation de la population et particulièrement les jeunes de ce coin. Il a en outre regretté la dégradation de la situation sécuritaire dans cette province notamment dans les territoires de Djugu et de Mahagi.

Selon lui, l'insécurité persiste en dépit des efforts fournis par les autorités pour rétablir l'ordre.

Ituri : deux morts dans une attaque attribuée à la Codeco Lors de cette attaque menée contre la paroisse catholique de Drodoro, les assaillants ont également emporté 100 vaches. Les Fardc et les casques bleus de la Monusco ont riposté. Les prêtres et religieuses qui étaient bloqués dans leurs résidences à cause de la présence de ces hommes armés ont été évacués grâce à l'intervention des casques bleus. Les déplacés présents à Drodoro ont fui vers la cité de Rho, Cette attaque intervient après celle de mardi dernier ayant coûté la vie à une personne.

La 6e édition de la Conférence « Femmes et rayonnement » prévue ce samedi, sur ses plates-formes (facebook, et youtube). Prévue de 17 à 18h30, heure de Kinshasa et 12 à 13h30 heure de Montréal, cette activité s'inscrit en marge de la journée internationale des droits des femmes. Fondée en 1997, l'Organisation des Professionnels Congolais du Canada (OPCC) est une corporation non partisane et sans but lucrative qui développe un réseau crédible et solide de leaders professionnels, étudiants et entrepreneurs congolais.

Tshisekedi et Sarkozy partagent les expériences sur la gestion de la "Res publica". Les deux personnalités ont eu cet échange autour d'un diner d'amitié au Palais présidentiel du Mont-Ngaliema, à Kinshasa. Nicolas Sarkozy n'a pas fait de déclaration à l'issue de cette entrevue qui n'a rien d'une quelconque démarche diplomatique.

Kwilu : transfert de deux bébés siamois à Kinshasa. Dans la capitale, ces deux enfants devraient subir une intervention chirurgicale dans le but d'être séparés. Selon le chef de Division provinciale de la sante du Kwilu « les réanimateurs sont arrivés, ils ont évalué comme nous que les enfants sont accolés en thoraco-abdominal, ils respirent, les deux cœurs battent, parfois en synchrol ou un peu en déphasage. Il y a un qu'on a nommé J1, Juneau 1 qui est vraiment normal jusqu'à même la saturation acceptable, mais l'autre, nommé J2, le jumeau 2, est en saturation de temps en temps ». Ils ont été nés le 20 mars au Centre de santé de référence de Misay.

Maniema : « Le gouvernement a promis la prise en compte des revendications des enseignants à partir d'avril » (SYECO). C'est ce qu'a affirmé, le secrétaire provincial du Syndicat des enseignants du Congo (SYECO) au Maniema. C'était à Kindu lors d'une réunion de restitution des travaux de la commission paritaire gouvernement-banc syndical de l'EPST tenue du 23 février au 1 mars, à Mbwela Lodge (Kongo-Central). Il a ainsi invité ses camarades enseignant à prendre leur mal en patience et à faire confiance au gouvernement.

Procès anciens dirigeants de la SNEL : la cour d'appel de Kinshasa acquitte les trois prévenus. Les trois prévenus, l'ancien directeur général, l'ancien directeur financier et la coordonnatrice de la Task étaient poursuivis pour détournement présumé des deniers publics et violation de procédure dans la passation des marchés de gré à gré. Ces infractions ne sont pas établies, selon la cour.

Tanganyika : des attaques de crocodiles font 2 morts en trois semaines. La dernière attaque de crocodile remonte au début de cette semaine au village Kabuga : un homme a été attaqué par un crocodile qui l'a

grièvement blessée à la jambe. Le 15 mars, une fille a été happée et grièvement blessée à la jambe et à la main, avant de décéder à l'hôpital. Un garçon d'une dizaine d'années a été happé par un crocodile au début de ce mois.

Nord-Kivu : au moins 480 femmes enceintes reçoivent le kit d'accouchement individuel. Ces femmes déplacées des sites de Bulengo (Goma) et Rusayu (Nyirangongo), dans le Nord-Kivu, ont bénéficié, mercredi 22 mars, des kits d'accouchement individuel. Ce don a été distribué sur ces sites des déplacés dans le cadre du projet des cliniques mobiles de l'ONG Caritas qui vont assister les femmes durant tout le temps de leur grossesse, a affirmé son directeur. Financé par le Fonds humanitaire de la RDC, à travers UNFPA, ce projet de la Caritas vise à prévenir la mortalité maternelle chez les femmes enceintes déplacées.

Le BCNUDH a documenté 454 violations et atteintes aux droits de l'homme en janvier 2023. Ce chiffre représente une hausse de 14% par rapport au mois de décembre 2022 (390 violations), renseigne le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme. Cette augmentation est due à la persistance du conflit dans les territoires de Beni, de Masisi et de Rutshuru ainsi que des attaques persistantes des groupes armés Zaire et Codeco dans la province de l'Ituri. Le BCNUDH note aussi que durant le mois de janvier 2023, 49 cas d'enlèvement ont été enregistrés dans les provinces affectées par les conflits.

Ituri : plus de 120 cas de rougeole enregistrés en 2 mois à Mambasa, avec deux décès. Le médecin chef de cette zone de santé, a précisé que la majorité des patients sont des enfants dont l'âge varie entre 0 et 5 ans, mais les adultes aussi sont touchés. La forte densité de la population dont une présence de déplacés qui vivent dans des conditions d'hygiène déplorable serait à la base de cette maladie. Ce médecin redoute une contamination générale en raison de la promiscuité. Selon lui, « l'intervention la plus efficace serait la vaccination ». En conséquence, il demande au gouvernement et ses partenaires de préparer une campagne de vaccination.

Vendredi 24 mars.

Maniema : l'imam chef d'entité islamique appelle les musulmans à plus de sacrifice pour que l'agresseur de la RDC soit mis en déroute. Il rappelle que leurs prières seront aussi importantes pour qu'en ce moment où le pays fait face à une guerre d'agression de la part du Rwanda, que l'ennemi soit mis en déroute. Il a lancé ce message le 23 mars, au lancement du Ramadan. Il a rappelé que le mois sacré de Ramadan est celui de de piété, de jeûne, de pardon, de partage, de bienfaisance et de bénédiction.

Félix Tshisekedi réaménage le gouvernement : Bemba, Kamerhe, Mbusa Nyamwisi, Peter Kazadi intègrent l'exécutif national. Le Premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde est maintenu comme chef de l'exécutif. Mais d'autres acteurs politiques intègrent le gouvernement. Jean-Pierre Bemba est nommé vice-Premier ministre et ministre de la Défense, Vital Kamerhe vice-Premier ministre et ministre de l'Economie, Peter Kazadi vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur. Antipas Mbusa Nyamwisi est aussi nommé ministre d'Etat d'intégration nationale. **Remaniement du gouvernement : Lamuka parle « d'une déception pour le peuple congolais qui va continuer à souffrir ».** Le porte-parole de cette plateforme de l'opposition juge que « ce gouvernement est une prime aux antivaleurs notamment les détournements des fonds publics ». **Remaniement du gouvernement : l'Union sacrée salue « une équipe de vertébrés ».** « Les nouveaux entrants ont pour la plupart une grande expérience ». Un cadre de l'UDPS, pense que le gouvernement Sama II va notamment « pacifier l'est et l'ouest du pays et améliorer le social du pays ».

Retour de la population à Masisi : la société civile déplore les tracasseries des groupes armés et le manque de nourriture. D'après la société civile de Kamuronza, environ 80% des habitants de Sake sont déjà rentrés. Elle ajoute que les personnes qui essayent de rentrer rencontrent des difficultés liées au manque de nourriture car elles n'accèdent plus à leurs champs. A cela, s'ajoutent les barrières érigées par des groupes armés présents sur les axes principaux, notamment les rebelles du M23. Le président la société civile de Kamurhonza précise « il y a la cherté de la vie, les prix des denrées alimentaires ont doublé, voir triplé. La cause : les véhicules et les motos payent les taxes de l'Etat, mais il faut aussi payer des taxes colossales au M23, qui exige 400 USD par camion, 10 ou 5 USD pour les motos, selon que vous transporter des individus ou des marchandises ». Il craint que la perception des taxes illégales n'enrichisse cette rébellion. Il ajoute que les activités scolaires restent paralysées à Saké et environs.

Développement de 145 territoires : le BCECO attend la livraison de plus de 300 ouvrages dans 2 mois. Les ouvrages attendus sont constitués notamment des écoles et des centres de santé. Le Bureau central de coordination (BCECO) et les agences locales d'exécution se sont retrouvés dans cet atelier pour évoquer notamment le respect des règles de passation des marchés et le problème de paiement des factures. A la fin de

ces assises, le chargé d'audits internes devrait intervenir pour « préciser tous les éléments de retour pour vérifier la manière dont le travail a été effectué, les fonds ont été consommés, et si on a respecté les procédures ».

Au moins 5 détenus morts dans la prison centrale de Bukavu en 2 semaines. Plus de sept prisonniers sont morts à la prison centrale de Bukavu en l'espace de deux semaines, a rapporté le Cadre de concertation de la société civile du Sud-Kivu. Elle attribue ces décès au manque de nourriture dans cet établissement pénitentiaire. Cependant, le directeur de cette prison parle plutôt de cinq décès à la suite d'une maladie. Les décès sont réels à la prison centrale de Bukavu, mais les sources ne s'accordent pas sur leur nombre exact ni sur leur cause. Prévue pour 500 pensionnaires, cette prison en héberge plus de 2000.

Goma : l'arrivée des troupes ougandaises de l'EAC annoncée pour fin mars. La force ougandaise (UPDF) vient avec la mission « de désarmer les porteurs illégaux d'armes et contribuer au retour de la paix » au Nord-Kivu, particulièrement dans sa zone d'intervention qui est Rutshuru. Le chef de la délégation de l'UPDF, a invité la population de cette province « à prêter main forte à son armée pour le rétablissement de la paix, préalable de tout développement ». Dans le cadre de la mission militaire de l'EAC en RDC, les troupes kenyanes et burundaises sont déjà déployées dans les territoires de Masisi et Rutshuru.

Fermeture de la pêche sur le lac Tanganyika en mai prochain, a annoncé le superviseur national du projet d'aménagement de la pêche au lac Tanganyika (LATAFIMA), le 22 mars à Uvira (Sud-Kivu). La décision de la fermeture de pêche sur le lac Tanganyika, a-t-il précisé, émane d'une décision collective des pays riverains. « Il y a eu signature de la charte régionale de la pêche qui prévoit maintenant la fermeture de cette pêche du 15 mai au 15 août. Et cela entrera en application cette année de manière sûre » Maintenant, on est en train de voir quelles sont « les activités alternatives que les pêcheurs pourront faire pendant cette période ». Cette décision est consécutive à la baisse très sensible de la production des poissons ces dernières années dans la région, selon lui. Il indexe les pêcheurs qui capturent des très jeunes poissons, appelés alevins. En attendant le mois de mai prochain, la période de la sensibilisation a déjà démarré sur le littoral du lac du côté congolais.

Thomas Lubanga appelle à l'unité des Ituriens pour mettre fin aux groupes armés. Thomas Lubanga a déploré l'accentuation des violences commises par les fils et filles de cette province, qui, selon lui, ne font que plonger l'Ituri dans la misère : « Tous les jours, on compte des morts ici. Et ces morts, on les compte depuis près de sept ans. On a tendance à s'y habituer, même à exalter des rebellions qui, c'est vrai, nous indisposent, comme le M23, qui, je le dis sans mâcher des mots, fait moins des victimes que ces Ituriens qui se sont transformés en bourreaux ». Pour cet ancien seigneur de guerre, il est temps que les Ituriens se mettent ensemble pour la reconstruction de cette province.

Kindu : activités paralysées à la suite d'une journée ville morte. Aux premières heures de ce vendredi, boutiques, magasins, alimentations, supermarché étaient fermés. Au marché central, les commerçants étaient debout dehors et leurs établissements fermés. « C'est une réussite totale parce que la population a trouvé l'utilité de rester à la maison sans travail, sans marché, sans écoles. Aucune pharmacie n'était ouverte », s'est réjoui l'initiateur, un cadre du parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD). Il dit avoir initié cette ville morte pour manifester son mécontentement par rapport au prochain déploiement des militaires angolais dans la province du Maniema, au campement des démobilisés du M23 et pour dire non à la balkanisation de la RDC.

Enrôlement des électeurs à Bukavu: deux agents de la Ceni démis de leurs fonctions pour monnayage. « Lorsqu'il nous est signalé tel ou tel autre cas, nous prenons nos responsabilités. Il y a deux décisions d'exclusions parce que nous avons reçu des cas bien documentés en rapport avec le monnayage », a souligné le secrétaire exécutif provincial de la Ceni au Sud-Kivu. Il a assuré que les opérations d'inscription des électeurs se poursuivent normalement dans tous les 921 centres de la Ceni de cette province. La période de prolongation de 15 jours accordée pour le Sud Kivu va jusqu'au 1^{er} avril 2023. Le Sud Kivu attend enrôler plus de trois millions d'électeurs.

Tshopo : les enseignants de Lowa réclament leurs salaires de 2 mois. Tout en soutenant ces enseignants, un notable de la contrée, redoute le non-achèvement des programmes scolaires à cause de cette situation. Il a fait savoir que les enseignants du secteur de Lowa sont démotivés. En réaction, le coordonnateur de la Caritas développement, l'agence qui paye les enseignants de l'intérieur reconnaît les faits mais pour le seul mois de février dernier. Il a précisé que le mois de janvier dernier avait déjà été payé. Par rapport au retard enregistré, il a expliqué que le compte de la Caritas n'est pas encore crédité.

Kongo-Central : 6182 cas de tuberculose notifiés en 2022, dont 4184 dans sa partie Ouest, comprenant la ville de Matadi, celle de Boma et autres cités. Le médecin coordonnateur provincial du Programme national de lutte contre la tuberculose au Kongo-Central, a indiqué que le Kongo-Central connaît un problème de diagnostic de la tuberculose. Il dit compter sur la multi sectorialité pour mettre fin à la tuberculose dans ce coin du pays.

Samedi 25 mars.

Contrats chinois : 43 infrastructures réalisées en RDC, selon le cahier de charge (SICOMINES). Selon la secrétaire du conseil d'administration de la Sicomines, les infrastructures listées dans l'annexe de la convention de 2008, dont la trentaine d'hôpitaux, les 3 000 km des chemins de fer, la réhabilitation des aéroports de Kavumu et de Goma n'était qu'un chapelet d'intentions. La Sicomines et les parties prenantes se disent ouvertes au dialogue pour trouver des solutions d'optimisation du contrat minier entre la RDC et les entreprises chinoises. Pour la partie chinoise, il est normal qu'il y ait des contentieux mais qui doivent se régler via des solutions amicales pour l'intérêt des deux parties.

Beni: les femmes comptent sur la Monusco pour améliorer leur accès au numérique. « Le monde d'aujourd'hui est numérique. La femme policière doit être outillée pour travailler dans ce monde numérique », estime la responsable de la maternité du commissariat urbain de la police de Beni (Nord-Kivu). Elle veut que les femmes de la police soient davantage initiées aux outils numériques. Elle l'a fait savoir, vendredi 24 mars, au cours de l'atelier de sensibilisation organisé par la police de la Monusco, en marge de la célébration de la journée internationale des droits de la femme. Au total, une cinquantaine de femmes- policières et civiles- de Beni ont pris part à cet atelier dont le thème reprenait celui de la journée internationale : «Pour un monde digital inclusif : innovation et technologies pour l'égalité des sexes». La représentante du Collectif des associations féminines pour le développement (CAFED) à Beni, abonde dans le même sens. Pour elle, «si la femme n'est pas connectée, elle est sous-informée». « Tout se fait maintenant sur Internet. Si la femme maîtrise le numérique, elle aura les mêmes chances que l'homme ».

RDC : 16 femmes au gouvernement Sama II, le pari de la représentativité n'est pas encore gagné. Au sein du nouveau gouvernement du Premier-ministre, sur un total de 57 portefeuilles, les femmes occupent 16 ministères. La plupart d'entre elles conservent leurs postes. Seules deux nouvelles figures signent leur entrée. Pour la présidente du Collectif des associations féminines pour le développement, (CAFED), ce taux « est tout de même une avancée même si la lutte n'est pas encore gagnée ». D'autres parlent d'une déception. Pour elles, tant que les 30 % du seuil de la représentativité de femmes dans les sphères de prise de décision, tel qu'édicte par la loi, n'est pas respecté, « l'objectif de la lutte n'est pas encore atteint ».

Kongo-Central : 9 ans après sa fermeture, le centre de capture des données biométriques pour passeport a rouvert. Le gouverneur de province, a exhorté les cadres et agents commis à ce service de capture des données biométriques à offrir le meilleur d'eux-mêmes, afin d'atteindre les objectifs pour lesquels ce centre est réinstallé. Le secrétaire général aux affaires étrangères a indiqué que le gouvernement a décidé de la reprise des activités de ce centre afin de désengorger celui de Kinshasa encombré par l'afflux des requérants venants des provinces.

Beni : 11 otages des ADF libérés par les Fardc. Ces otages, 5 filles et 6 hommes, avaient été enlevés par les ADF le 23 février à Kainama, dans le territoire de Beni. Ils ont été sauvés à la suite des opérations des forces militaires conjointes Fardc-UPDF dans cette région. Ils ont été remis par l'armée à la coordination urbaine de la société civile, pour que cette organisation les aide à regagner leurs familles respectives.

Remaniement du gouvernement : Ensemble pour la République déplore « un simple changement de personnes et non de politique ». Dans une conférence de presse, l'un des communicateurs du parti politique de Moise Katumbi, a estimé « qu'il n'y a rien de nouveau dans ce gouvernement ». La nouvelle équipe du Premier-ministre Sama Lukonde ne va que poursuivre « une politique qui a montré ses limites ».

Nord-Kivu : des combats entre les rebelles du M23 et des groupes armés locaux à Bashali Mokoto. Ils opposent les rebelles du M23 aux groupes armés locaux, les «Wazalendo ». Les hostilités se sont poursuivies tout l'avant midi, dans le village Kabati, à 4 km de Busumba, au groupement de Bashali Mokoto. Le M23 qui s'était retiré de Mweso, le 13 mars, maintient toujours ses positions à Kirumbu. Cette rébellion est également toujours présente 20 km à l'est, dans la cité de Kitshanga et ses environs. « Les M23-RDF qui font semblant de retrait, renforcent en hommes et en matériels militaires leurs positions dans plusieurs localités des territoires de Masisi, Rutshuru et Nyiragongo. C'est notamment à Kishishe, Bambo, Karenga près de Sake et Kibumba ».

Beni : au moins 600 tonnes de cacao produites par saison culturale à Watalinga. Le président de la Coopérative des planteurs, acheteurs, revendeurs des produits agricoles dans le Watalinga précise : « après nos

enquêtes, nous avons compris que le secteur agricole des Watalinga est en mesure de produire 600 à 700 tonnes. C'est-à-dire du mois de novembre jusqu'à la fin du mois de février ; à la seule condition que les services commis à la douane c'est-à-dire les services frontaliers, qu'ils puissent avoir une surveillance et un contrôle tous azimuts pour que tous les produits s'orientent dans les dépôts des sociétés qui payent les taxes et impôts à la République». Malheureusement, il dit avoir constaté lors de ces enquêtes que le cacao traverse la frontière c'est-à-dire la rivière Lamia clandestinement et aussi avec la complicité de certains agents des services commis à la douane. Selon la même source, d'autres produits agricoles traversent aussi clandestinement la frontière congolaise par la rivière Lamia. Il s'agit notamment de : la pomme de terre, l'oignon, la banane plantain et l'huile de palme. Il plaide, pour l'accompagnement du gouvernement et de ses partenaires pour l'évacuation et la commercialisation de la production agricole dans cette entité.

Bunia : la communauté Hema appelle à l'instauration d'un tribunal pénal pour l'Ituri. Pendant quatre jours, des centaines de membres de l'organisation communautaire ENTE, regroupant les membres de l'ethnie Hema ont réfléchi sur la crise sécuritaire qui affecte les territoires de Djuju et Irumu depuis décembre 2017 et les voies pour en sortir. Ils ont retracé un tableau sécuritaire sombre : 774 villages ont été détruits ou occupés depuis le début des atrocités. Elle signale aussi « 57 fosses communes, où leurs membres ont été enterrés ». ENTE a déploré également le déplacement des populations de plusieurs villages. Ils demandent que l'Etat restaure son autorité et que les auteurs des crimes, dont ils se disent victimes, soient poursuivis. Pour cela, l'organisation ENTE estime qu'un tribunal pénal spécial devrait être mis en place pour juger les crimes commis en Ituri « contre les Hema ».

Kinshasa : près de 100 femmes participent à la 4e édition de la foire de femmes des médias de la RDC. Une centaine de femmes professionnelles des médias en RDC ont échangé sur leur apport aux processus de résolution des conflits et maintien de la cohésion sociale pendant la période électorale ; mais aussi sur les violences faites aux femmes des médias sur les réseaux sociaux. Ces échanges ont eu lieu lors de la 4e édition de la foire de femmes des médias de la RDC, vendredi 24 mars, à Kinshasa. Une dizaine de femmes, parmi lesquelles se trouvent notamment des journalistes et des expertes en numérique, ont exposés sur les thématiques liées au travail des journalistes en période électorale et à l'utilisation des réseaux sociaux par les femmes, professionnels des médias. Ces exposés étaient suivis des séances d'échanges entre les participantes. Au cours de cette foire, des dizaines de médias ont érigés des stands présentant le travail des femmes dans leurs rédactions.

Lubumbashi : Jean-Claude Muyambo menace de porter plainte contre les initiateurs de la proposition de loi Tshiani. Jean-Claude Muyambo, candidat déclaré à la prochaine élection présidentielle, a qualifié de discriminatoire la proposition de loi Tshiani, menaçant de poursuivre ses initiateurs en justice. La proposition de loi Tshiani voudrait que les fonctions de président de la République ne soient réservées qu'aux Congolais de père et de mère. Pour lui cette loi est de nature séparatiste et ne contribue pas à la cohésion nationale. Cependant, ce texte, qui vise à « verrouiller l'accès à la Présidence de la République et aux fonctions de souveraineté nationale de la République démocratique du Congo », n'a jamais été débattu en plénière de la chambre basse du Parlement.

Kinshasa : Tony Bolamba alerte l'Union sacrée sur " le danger" de la proposition de loi Tshiani. Au cours d'une conférence de presse organisée ce weekend à Kinshasa, l'ancien gouverneur de l'Equateur estime que l'on doit définitivement mettre fin à ces velléités ségrégationnistes de l'auteur de cette proposition de loi. « Je dis à nos frères et sœurs députés de faire très attention ».

Goma : la société civile dénonce la recrudescence de l'insécurité. Le ras-le-bol intervient quelques heures après le meurtre de trois personnes la nuit de vendredi à ce samedi. Des bandits armés ont fait incursion, vers 1 h du matin, au domicile des victimes, dont le responsable est le préfet des études de l'école secondaire Ushirika de Sake, une école conventionnée protestante. Ils ont tué le préfet et ses deux enfants. Quatre autres personnes dans le voisinage ont été grièvement blessées et se trouvent actuellement à l'hôpital. La société civile du Nord-Kivu dit avoir répertorié pour le mois de mars courant, 3 personnes tuées, plus de 40 maisons cambriolées et beaucoup d'autres cas d'extorsion des biens de la population.

Dimanche 26 mars.

Sud-Kivu: la table-ronde de Bukavu propose l'élection du gouverneur au suffrage direct. La table ronde sur la paix et le développement au Sud-Kivu s'est clôturée le 24 mars. Selon le vice-président de la LIPADE, des questions brûlantes de l'heure à la base de l'instabilité sécuritaire, économique, géostratégique et politique de la province du Sud-Kivu ont été évoquées au cours de cette table-ronde. Elle a été organisée par la Ligue des leaders pour la paix et le développement du 21 au 24 mars, avec l'appui financier de la Maison civile du chef de l'Etat.

Le Kwilu a enregistré 14 787 cas de tuberculose, dont 180 décès, en 2022. Ces statistiques ont été rendues publiques à l'occasion de la journée mondiale de lutte contre la tuberculose célébrée le 24 mars. " Comparé à l'année 2021, nous avons eu un taux d'accroissement d'environ 10 % », a détaillé le médecin coordonnateur du programme de lutte contre la lèpre et tuberculose. Il a par ailleurs sensibilisé la population locale à se faire dépister en cas de symptômes de la maladie : "Ce que nous exigeons, c'est que dès que vous avez les signes de la tuberculose, allez vers les structures qui peuvent vous permettre de diagnostiquer cette maladie". D'après lui, l'objectif est de réduire l'incidence de la tuberculose dans la province du Kwilu à l'horizon 2030. Il précise que la prise en charge de cette pathologie est gratuite. **RDC : Dr Kashongwe croit à l'éradication de la tuberculose d'ici 2035.** A cette occasion, de la journée scientifique organisée à Kinshasa en marge de la journée mondiale de la tuberculose, le docteur pneumophthisiologue, a reconnu que cette pathologie constitue un grand défi à relever à travers le pays. Pour sa part, le directeur du PNLT, a mis l'accent sur la sensibilisation en vue de décourager la discrimination à l'endroit des malades tuberculeux. De nombreux experts du secteur de la santé ont pris part à cette matinée scientifique, reposant sur la sensibilisation en vue de l'éradication de cette maladie contagieuse. Au pays, la journée mondiale de la tuberculose a été placée sous le thème « Oui, Ensemble, nous pouvons mettre fin à la tuberculose en RDC ». **Sud-Kivu : 10400 cas de tuberculose dépistés en 2022.** Selon la coordination provinciale du PNLT, le traitement s'avère efficace pour les cas de tuberculose sensible mais difficile pour ceux de tuberculose multi résistants. La même source indique que 96 % des cas de tuberculose sensible ont été guéris par contre beaucoup de cas de décès de tuberculose couplés au VIH ont été enregistrés en 2022. Pour 2023, le Sud-Kivu attend au moins 12000 cas de tuberculose sensible et 102 de tuberculose multi résistants, ce qui paraît énorme.

Ituri : la Monusco condamne les attaques armées contre des civils à Djugu. « Nous sommes dans un cycle d'attaques repréailles de part et d'autre. Je rappelle, de la part du groupes armé Codeco, il y a des regroupements des combattants au niveau de Masumbuko, Blukwa, Acha et autour de Drodoro. Nous entendons aussi qu'il y a des attaques qui sont envisagées sur Lobi, Djisa et Langu dans les heures avenir. De l'autre côté, un autre groupe armé comme Zaïre, se livre à des attaques contre la population et des sites miniers du coté de Kilo et Mongwalo où ils prennent en otages des civils et se livrent à des actes qu'on peut qualifier des crimes. Il a par ailleurs attiré l'attention des groupes armés actifs dans Djugu sur le fait que la Monusco travaillera avec les autorités congolaises pour que tous ceux qui commettent les crimes soient poursuivis.

Beni : des jeunes de Mangina récompensés après avoir arrêté un bandit armé. Ils ont eu cette récompense auprès du député provincial de Beni, dans le cadre de l'opération dénommée « 100 dollars contre un bandit et son arme ». Selon cet élu, cette opération est l'une des façons d'impliquer la population dans sa propre sécurisation en collaboration avec les services de sécurité. Elle concerne notamment la commune rurale de Mangina, mais aussi d'autres localités telles que Mabalako, Kyanzaba, Mununzo, Cantine ou Nkoyo.

Nord-Kivu : les femmes demandent à leurs semblables ministres du gouvernement Sama 2 de s'impliquer contre l'insécurité. Adèle Bazizane, femme politique, a invité ces femmes ministres de travailler d'arrache-pied pour redorer l'image de la femme pour l'émergence et la reconstruction de la RDC. Pour Adèle Bazizane, les femmes membres du gouvernement ayant un esprit maternel doivent tout faire que leurs semblables de l'Est recouvrent la paix. Son souhait est que ces femmes ministres soient des ambassadrices pour parler haut de la question de l'insécurité au Nord-Kivu.

Kinshasa : sortie officielle du PSIJ, un nouveau parti politique. Le Parti socialiste pour l'intégrité et la justice (PSIJ) a effectué sa sortie officielle, samedi 25 mars, à Kinshasa. Ce parti, selon son président, entend construire progressivement l'économie sociale de marché, la redéfinition du droit de la propriété du sol et du sous-sol, principalement dans la gestion de l'exploitation des ressources naturelles, et une armée nationale moderne pour la défense de l'intégrité du territoire national. Le président du PSIJ a fait remarquer que « durant les 30 dernières années, nous avons eu des gouvernances atypiques en matière financière parce qu'un Etat c'est d'abord l'organisation et la gestion des ressources disponibles. Lorsque ces ressources sont perçues, il faut savoir les redistribuer équitablement ». Il se propose donc de militer pour qu'il y ait une redistribution des richesses et des revenus pour l'intérêt de la communauté.

Kinshasa : 6 femmes bénéficient du prix Marthe Kasalu. La Ligue de la Zone Afrique pour la Défense des Droits des Enfants et Élèves (LIZADEEL) a remis, le 24 mars, la récompense 'Trophée Marthe Kasalu', à six femmes. Parmi les nominées de la 3e édition de ce prix, l'ex première dame de la Tanzanie, Janet Magufuli, l'épouse de Léopold Sédar du Sénégal, Viviane Dallo du pasteur de l'Eglise Philadelphie, et Léonie Suzanne Mukay a Muken, épouse de Dr Sulu du centre hospitalier Nganda. Sur l'initiative du président, le trophée Marthe Kasalu prime dans sa conception les épouses des personnalités ayant marqué positivement l'humanité.

Kinshasa : remise des prix à une centaine de lauréats du concours d'orthographe française. Le président du Réseau national des professeurs et enseignants de français (RENAPEF), a indiqué que ce concours entend inculquer aux participants le goût de la lecture et la maîtrise de la langue de Voltaire. « Tout ce que nous faisons c'est pour encourager les élèves et les pousser à aimer la lecture pour que tout ce qu'ils acquièrent en classe puisse être fait de manière optimale ». Cette édition a connu la participation de 15 écoles et 150 candidats.

Ituri : des présumés miliciens de la Codeco tuent 17 personnes à Petschi, au lendemain de leur enlèvement à Bambou, du territoire de Djugu. Les victimes étaient des passagers en partance vers Mongwalu à bord de quatre véhicules. Des sources sécuritaires disent qu'il s'agit de la représaille de ces assaillants après avoir appris la tuerie de trois des leurs dans une embuscade tendu la nuit de vendredi à samedi dernier par des éléments du groupe armé Zaire à Anyolo Tchulu, dans le secteur de Banyali Kilo.

Beni : la coalition Fardc-UPDF neutralise 20 rebelles ADF à Mwalika, dans le secteur de Ruwenzori et une partie de la chefferie des Bashu, territoire de Beni (Nord-Kivu). Cette force conjointe a récupéré des effets militaires et armes de guerre le long de la rivière Nzelube-Lusilubi et a permis de déloger ces ADF de cette rivière où ils avaient implanté plusieurs de leurs campements. L'ennemi a pris fuite vers la forêt Ngandu dans le parc national des Virunga. Le même jour les Fardc ont tué 4 rebelles ADF à Vemba, localité du secteur de Beni Mbau.

Nord-Kivu : des vivres distribués aux déplacés revendus sur le marché de Goma. A la base de cette situation, les déplacés vendent ces vivres pour couvrir d'autres besoins de la vie soit s'acheter leur repas. Cette pratique est devenue courante et s'observe dans plusieurs sites des déplacés de cette partie du pays. « Nous avons reçu des petits pois, haricots, riz et huile. Tu ne vas pas manger tous les jours le même repas par peur d'attraper de la diarrhée. Nous vendons pour acheter d'autres nourritures afin de varier un peu notre alimentation ».

Développement de 145 territoires : lancement officiel des travaux au Kongo-Central. Le gouverneur du Kongo-Central, a lancé, samedi 25 mars, à la cité de Mbanza-Ngungu, les travaux du Programme de développement de 145 territoires. Pour le territoire de Mbanza-Ngungu, le PDL 145 territoire prévoit 22 ouvrages parmi lesquels les écoles primaires pour renforcer la réforme de la gratuite de l'enseignement de base. Le gérant de ces travaux, constructeur de ces ouvrages soulève les contraintes auxquelles il fait face : « Les approvisionnements sont difficiles, parce que les travaux sont énormes. Et il est difficile d'approvisionner les différents chantiers ». L'administrateur du territoire a sollicité la réhabilitation des routes de desserte agricole.

Kinshasa : le SATOCC plaide pour le renforcement de la paix sociale au sein de l'OCC. « Le message est celui de paix. S'il n'y pas de paix, l'Office congolais de contrôle (OCC) ne vas pas marcher. La paix est le fondement de tout développement. Or, nous constatons que des dirigeants, bien que nommés par ordonnance, amènent parfois des troubles. C'est pourquoi nous appelons tous les travailleurs de l'OCC, non seulement les membres de mon syndicat, aussi ceux du conseil d'administration, que tous prennent conscience et que la paix revienne. Qu'il n'y ait pas de désordre. Qu'on mette l'homme qu'il faut à la place qu'il faut. Nous souhaitons que tout le monde travaille ». Dans son intervention, le secrétaire général de l'Office Congolais de Contrôle (SATOCC) a accusé le conseil d'administration de l'OCC d'entretenir le désordre au sein de cette entreprise de l'Etat.

Mbuji-Mayi : plus de 20 familles sans abris après avoir perdu leurs maisons dans les érosions, dans les communes de Muya et Kanshi, à Mbuji-Mayi. A chaque pluie des ravins avancent et risquent de couper des quartiers. Certains bailleurs des parcelles menacées par les érosions passent nuit en dehors de leurs habitations ou dans les parcelles voisines. Le week-end dernier, le maire adjoint est descendu sur certains points de la ville de Mbuji-Mayi pour sensibiliser la population aux travaux d'assainissement et de lutte anti érosive.

Nord-Kivu : Université catholique du Graben, fer de lance de la médecine dans le Grand Nord. Selon le secrétaire général académique de cette institution, le professeur Nissé Nzereka, l'Université Catholique du Graben vise à former des acteurs de développement qui doivent être en contact direct avec leur futur milieu de travail, notamment le milieu paysan, les PME, diverses institutions locales et étrangères. L'UCG cherche aussi à former des agents qualifiés susceptibles de participer efficacement au développement local. Rigueur, exigence de la liaison entre la théorie et la pratique, rendre disponible pour le pays une main d'œuvre répondant aux besoins immédiats, sont les caractéristiques de cette université. **Une initiative de Mgr Kataliko.** Créée le 22 août 1989, à l'initiative du regretté Monseigneur Emmanuel Kataliko, l'Université Catholique du Graben a obtenu son agrément provisoire le 13 septembre 1993. Si le bâtiment administratif se trouve au centre-ville de Butembo, juste à côté de L'Institut technique agricole et vétérinaire (ITAV), ses auditoriums, mais aussi ses cliniques universitaires sont à découvrir à l'ouest de la ville. A l'écart de la ville, les étudiants traversent une verdure

encadrée par des champs expérimentaux des apprenants agronomes. Bienvenu à l'UCG. Sur 340 hectares, les initiateurs de cette institution universitaire ont fait pousser des bâtiments qui répondent à leur vision, comme l'explique le professeur Nissé Nzereka.

Kinshasa : l'ASBL « Les Amis de Nagui Kayembe » remet des matériels aratoires à 300 femmes maraichères. Cette activité s'est déroulée dans la commune de Bandalungwa. « L'objectif de mon ASBL est de rendre les gens autonomes. Ça sera facile pour nous d'aider les personnes qui veulent mener des Petites et moyennes entreprises », a-t-il expliqué. L'ASBL continue d'enregistrer les membres dans son association et organise des échanges avec eux pour voir comment les aider. Nagui Kayembe est un jeune basketteur congolais qui vit en Belgique depuis 4 ans. Avant de s'installer en Belgique, il a vécu en Espagne et en Afrique du Sud. Et c'est au pays de Nelson Mandela qu'il a eu à faire une bonne partie de ses études.

Nord-Kivu : six personnes tuées en deux jours dans le groupement de Mudja. Le responsable de la coordination territoriale de Nyiragongo, renseigne que les faits ont eu lieu vendredi et samedi 25 mars. Il craint que cette insécurité ne déferle sur d'autres groupements du territoire alors qu'une partie de Nyiragongo est actuellement sous occupation des rebelles du M23. Cet acteur plaide pour « l'implication totale des autorités compétentes pour éviter l'exacerbation de la crise ».

Kwilu : 18 personnes tuées dans le territoire de Bagata. Il s'agit du chef de groupement et 17 autres personnes tuées par ces assaillants. Cet incident sécuritaire intervient après près de 3 mois d'accalmie dans ce territoire. C'est le vendredi dernier que le groupement Kisia situé dans le secteur de Wamba a été attaqué par des bandits armés venus de la province du Mai-Ndombe, précisément au village Ngweme. Outre les morts, plusieurs blessés graves sont aussi signalés. Pour l'instant, la population de Kisia qui était retournée aux villages, s'est de nouveau déplacée notamment vers Fatundu, chef-lieu du secteur de Wamba.

Beni : reprise des activités dans plusieurs localités du groupement de Baswagha-Madiwe, après une trêve entre miliciens. « La situation est réellement calme dans notre axe Bulu, Mambale, Irango, Kasevere, Mambenge dans notre groupement de Baswagha-Madiwe. Toutes les activités ont débuté, comme les activités religieuses, les activités du marché, au centre de santé, sauf les écoles qui n'ont pas encore ouvert. Alors, nous demandons aux parents de nous envoyer les enfants parce que le début des activités scolaires, est confirmé pour ce 27 mars 2023», a indiqué le porte-parole de la société civile. Il demande également à la Ceni de reprendre avec les activités d'enrôlement des électeurs, car tous les kits d'enrôlement de ces localités avaient été déplacés à Mabalako.

Matadi : le directeur général de la Direction générale des recettes du Kongo-Central arrêté pour détournement présumé. Cette arrestation intervient après des enquêtes menées par l'Inspection générale des finances. Les sources proches du dossier renseignent que Richard Mavoka, nommé au mois de septembre 2022, par le gouverneur de province, sous l'étiquette de l'UDPS, se serait imposé les frais d'installation évalués à 72 millions FC et 54 millions FC pour ses deux adjoints. Il aurait également dépensé plus de 474 millions FC pour l'achat des véhicules de service, sans appel d'offres et aurait effectué un retrait de plus de 70.000 USD dans les comptes de cette régie financière sans soubassement et sans justification.

Lundi 27 mars.

Beni : la coalition Fardc-UPDF réhabilite la route Eringeti-Kainama. La route Eringeti-Kainama, longue de 48 km, était dans un état impraticable depuis le début de l'insécurité dans la région en 2014. De gros bourbiers ainsi que des fentes d'érosions l'avaient rendue impraticable. Cette situation avait poussé les forces de la coalition congolaise et ougandaise à entreprendre la réhabilitation de ce tronçon routier d'importance capitale sur le plan économique et sécuritaire. Au moins trois ponts délabrés ont été également réhabilités. Les patrouilles sont désormais régulièrement organisées dans la région afin de protéger la population. Les gens passent directement par la route Kainama pour atteindre Bunia. Il y a aussi des gros véhicules qui y passent.

Beni : la société civile propose 3 mois pour enrôler tous les électeurs à Banande Kainama. Il y a certains centres qui sont délocalisés à cause de l'insécurité dans la région, mais surtout des pannes de machines, qui affectent les opérations d'enrôlement. La société civile recommande à la Ceni de prendre en compte cette problématique et estime que les quinze jours que la CENI avait ajoutés sont « vraiment insignifiants : il faut environ deux à trois mois. Cela va nous rassurer par rapport à ces activités.

Elections 2023 : l'ONG FDAPID forme des candidats pygmées et des personnes vivant avec handicap à Goma. Seize candidats autochtones pygmées et des personnes vivant avec handicap, dont quatre femmes, du Nord et Sud-Kivu ont bénéficié du 24 au 25 mars à Goma, d'une formation visant à accroître leurs capacités sur

les critères de choix du parti politique, les stratégies de la campagne électorale et à être compétitifs aux prochaines échéances électorales. Le coordonnateur du Foyer de développement pour l'autopromotion des pygmées et indigènes et défavorisés (FDAPID), estime « c'est pour pouvoir promouvoir le principe des Nations unies, selon lequel, 'ne laissez personne derrière'. En tant que citoyens, les peuples autochtones pygmées et les personnes vivant avec handicap ont droit de participer au vote, pas seulement comme électeur ; mais aussi comme candidat.

IXe jeux de la Francophonie : Lilian Thuram partage son expérience avec les jeunes du centre Ujana. L'ancien footballeur international Lilian Thuram, champion du monde 1998 avec la France, s'est entretenu, dimanche 26 mars à Kinshasa, avec les jeunes joueurs en formation au centre Ujana. Cet échange s'inscrit dans le cadre des activités de IXe jeux de la Francophonie, dont Lilian Thuram est l'ambassadeur.

Tshopo : le Groupe LOTUS lance un nouveau projet de promotion des femmes. « Promouvoir l'émergence de la femme, le leadership féminin dans la gouvernance locale et la gestion de la cite. A travers ce projet, nous voulons faire entendre et valoriser les compétences des femmes à travers leur implication dans la gestion de la cité et dans les postes clés de prise des décisions. Ce projet a comme activité les ateliers de sensibilisation, de formation, il y aura aussi des plaidoyers auprès des autorités, des décideurs pour que les capacités de la femme ainsi que ses compétences soient mises à la disposition de la gestion de la cite à travers les postes clés de prise des décisions ».

Beni : la police invite les victimes d'arnaques via les réseaux sociaux à porter plainte. Certaines victimes affirment recevoir des appels téléphoniques les informant qu'elles ont été sélectionnés pour gagner un bonus, une somme d'argent, et que pour y accéder, elles doivent communiquer leurs mots de passe. Le porte-parole de la police dans ville de Beni, indique que ces plaintes contre inconnu permettront d'initier les démarches judiciaires, afin de mettre la main sur les auteurs de ces actes criminels. La police n'exclut pas la possibilité de perquisitionner les responsables des maisons de communication, dans le cadre d'identification des auteurs de ces faits criminels.

Tanganyika : la société civile de Nyuzu dénonce la mauvaise gestion de l'argent de la redevance minière. La société civile précise que cette redevance est versée par l'entreprise Mining Mineral Resources (MMR), qui exploite le Coltan dans cette zone. Les carrés miniers de ce territoire sont exploités par certaines entreprises et ne profitent pas au développement local. Les routes ne sont pas réhabilitées, aucune école ni centre de santé n'a été construit. Il accuse le chef secteur, qui perçoit cette redevance, d'utiliser l'argent pour son intérêt personnel. D'autre part il est difficile de savoir si ce secteur perçoit la redevance minière et quel est son montant.

Beni : les acteurs de théâtre dans la rue pour réclamer plus de considération de leur métier, à l'occasion de la journée internationale du théâtre, célébrée le 25 mars de chaque année. Selon président des comédiens cinéastes de la ville et territoire de Beni, les acteurs de théâtre jouent un grand rôle d'éducation et de sensibilisation communautaire. Cependant, la corporation rencontre beaucoup de difficultés. « Parfois nous pouvons monter un projet de réalisation en images, mais nous manquons certains équipements conséquents ; faute des moyens ».

Kindu : l'ASBL DAD appelle les femmes leaders d'Alunguli à briser la peur. « Étant une ASBL qui vise la promotion du genre et vu le niveau de représentativité de la femme, qui vaut à 5% dans les instances décisionnelles, et la marginalisation de cette dernière à tout le niveau, la Dynamique d'Alunguli pour le développement (DAD) a jugé bon de chercher un cadre d'échange avec les femmes leaders de cette entité afin de réfléchir sur cette question et proposer des pistes des solutions pouvant permettre à la femme et la jeune fille d'Alunguli de se développer pour leur auto prise en charge dans tous les domaines». Ces assises contribueront à l'éveil des consciences de la femme d'Alunguli, longtemps marginalisée.

Déploiement des militaires angolais au Maniema : la population redoute l'arrivée des démobilisés du M23. Des leaders du Maniema continue de s'opposer à une éventuelle installation d'un camp des ex-combattants M23 dans leur province, même si rien de tel n'a été annoncé officiellement. Les réactions hostiles se multiplient, malgré l'appel au calme lancé à la population locale, il y a quelques jours, par le gouverneur intérimaire. « Nous devons manifester notre bonne foi envers nos frères qui sont venus nous aider, accompagner notre président de la République dans le rétablissement de la paix dans l'Est ».

Ituri : 59 écoles ne fonctionnent plus dans le territoire de Djugu à cause de l'insécurité. Une situation qui affecte plus de dix-huit mille élèves qui ne vont plus à l'école. Ce qui les expose à beaucoup des risques dont l'enrôlement au sein des groupes armés, redoute le chef de la division provinciale de l'Enseignement, qui plaide

pour la restauration de l'autorité de l'Etat en vue de préserver l'avenir de ces milliers d'enfants. Il estime que de nombreux défis restent à relever entre autres la construction ou la réhabilitation des infrastructures scolaires.

Nord-Kivu : affrontements entre rebelles du M23 et les milices d'autodéfense, dans la localité de Mwesso, dans le groupement Bashali Mokoto. Dans cette région, des morts et des blessés civils ont été enregistrés lors des différents incidents entre les rebelles du M23 et les groupes Maï-Maï. Ces sources expliquent que lorsque le M23 occupe une entité, ils obligent des jeunes, parfois des mineurs, à s'enrôler comme autodéfense locale pour le compte des rebelles. Une fois attaquée par les différents groupes armés, les victimes collatérales sont souvent les jeunes non-formés. La population dénonce cette pratique qui constitue une grave violation des droits de l'homme. Cela s'ajoute aux exactions qui sont commises par ces rebelles.

Signature d'un accord pour le lancement d'un projet de chaîne de valeur des batteries et des véhicules électriques. Le Premier ministre a présidé ce lundi 27 mars la cérémonie de signature de l'Accord-cadre pour le lancement de l'étude de préféabilité de la Zone Économique spéciale (ZES) dédiée au projet de chaîne de valeur des batteries et des véhicules électriques en RDC. « Ce projet doit être un exemple et un modèle non seulement dans le cadre de la coopération sud-sud, l'Afrique et tous les autres pays de la sous-région, mais surtout au niveau mondial sur le respect des demandes de différents pays de bénéficier de leurs ressources. La RDC qui regorge de tous ces minéraux dont on a parlé (Cobalt, cuivre, le lithium) veut bénéficier de ses ressources, en faire profiter ses populations et surtout garantir le développement du pays... Nous avons voulu avoir cette Zone économique en partage avec la Zambie, pour que nous puissions avoir dans cette zone, ces chaînes de développement des batteries électriques ». Selon Julien Paluku, ministre de l'Industrie, 750.000 USD sont à mobiliser pour le coût global afin de lancer l'étude de préféabilité de la Zone économique Spéciale, dédiée au projet de la chaîne de valeur des batteries et des véhicules électriques en RDC. Il a indiqué que ces études de préféabilité ont une durée de quatre mois et seront conduites par l'entreprise ARISE.

Mardi 28 mars.

Nord-Kivu : la jeunesse de Rusayu appelle au renforcement des effectifs de la police dans cette entité. Des coups de feu nocturnes, cambriolages armés et autres cas de meurtre sont devenus fréquents à Rusayu. Le président du conseil local de la jeunesse, déplore la quasi-absence des éléments de la Police nationale congolaise (PNC) dans cette agglomération, où cohabitent autochtones et déplacés de guerre. La sécurité des citoyens étant un droit, il demande aux autorités compétentes de faire tout en vue de limiter les dégâts, les tueries mais aussi les crépitements des balles qui se font entendre presque chaque jour. L'administrateur du territoire de Nyiragongo, qui reconnaît cette situation, promet à la population qu'une solution sera trouvée incessamment.

Equateur : 45 000 personnes ciblées par la campagne préventive contre le virus Ebola. L'actuelle campagne de vaccination cible quarante-cinq mille personnes âgées de douze ans et plus. Elle est prévue pour six mois, dans les sept sites retenus pour la vaccination à travers les trois zones de santé de la ville de Mbandaka. « Le professeur Muyembe avec la Firme Johnson-Johnson, nous nous sommes décidés qu'on ne doit pas attendre les épidémies pour commencer à agir, alors qu'il y a des morts. On doit prévenir avec un vaccin prophylactique, qui a été bien étudié et qui a donné de très bons résultats, ici en RDC et ailleurs ». Le vaccin Jonson-Jonson se donne en deux doses, séparées de 56 jours.

Sud-Kivu : dégradation de la situation sécuritaire à Mikenge depuis le retrait des Fardc. C'est qu'ont rapporté les représentants des communautés locales à la mission conjointe d'évaluation des Affaires civiles de la Monusco et de l'équipe du Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation (P-DDRCS), qui s'était rendue à Mikenge le 27 mars. La délégation a rencontré les représentants des communautés Banyamulenge, Banyindu, Babembe et Bafuliiru et ont évalué ensemble la situation sécuritaire général dans la région et les défis sécuritaire sur les mouvements des déplacés internes. Pour la communauté locale, depuis le départ de l'armée, le redéploiement de la Police nationale congolaise (PNC) se fait progressivement. Mais, il se pose un problème d'effectif des policiers déployés dans certains villages et du manque de logistique nécessaire pour eux, en vue de répondre aux problèmes d'insécurité dans la zone, ont révélé les habitants.

Beni : la CRDH sensibilise la population de Mangina contre la désinformation. La Convention pour le respect des droits humains (CRDH) justifie sa campagne dans cette région du Nord-Kivu par la crainte de voir « certains hommes politiques véreux utiliser la jeunesse en vue de défendre leurs intérêts privés à n'importe quel prix ». Pour cette ONG, cette manipulation pourrait susciter de la haine au sein de la communauté et engendrer des conséquences fâcheuses. Le coordonnateur de la CRDH/Mangina, ajoute que certains politiques créent des

organisations caritatives dans un but électoral caché. Il appelle ainsi la population à ne pas se fier aux dons mais à faire un choix judicieux au moment du vote.

Beni : le quartier Matonge désenclavé grâce à la construction des ponts par le Fonds social de la République. Le quartier Matonge de la ville de Beni (Nord-Kivu) est désormais relié à d'autres quartiers de la ville grâce à la réhabilitation manuelle des avenues, et la construction de cinq ponts en béton, reliant entre autres, le boulevard Nyamwisi à l'avenue principale de Matonge et le quartier Tamende. Ces avenues ont été réhabilitées grâce au Fonds social de la République, dans le cadre de son projet de Stabilisation de l'Est de la RDC pour la paix, financé par la Banque mondiale. Ce désenclavement, va résoudre notamment les problèmes liés à l'insécurité.

Butembo : le parlement d'enfants vulgarise dans les écoles les droits et devoirs de l'enfant. Cette campagne de vulgarisation des instruments juridiques de protection de l'enfant, va se dérouler pendant huit mois et cible les écoles primaires et secondaires de Butembo et du territoire de Lubero. Le parlement d'enfants vise les écoles pour cette campagne, car, il y a dénombré des pratiques qui violent les droits de l'enfant : abus et exploitations sexuels où certains enfants sont utilisés par leurs autorités pour par exemple, monter de classe. Un autre aspect, c'est la prise abusive de la drogue et l'alcool.

Matadi : les agents commis aux ports formés sur la lutte contre le trafic d'animaux protégés. L'ONG African Wild Life Foundation, en partenariat avec l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN), a lancé le lundi 27 mars à Matadi (Kongo-Central), l'atelier de renforcement des capacités axé sur l'application de la loi sur l'identification des espaces fauniques et des spécimens. Cette session est destinée aux agents œuvrant dans différents services portuaires et consiste à outiller ces services sur l'identification des espèces sauvages. L'objectif visé est de réduire la capacité des groupes criminels à pratiquer et à tirer profit du braconnage et du trafic d'animaux protégés et leurs sous-produits provenant de, ou, en transit de la RDC.

Nord-Kivu : la société civile de Mangina veut une nouvelle prolongation de l'enrôlement des électeurs. La société civile de la commune de Mangina dans la ville de Beni craint que le délai par la Ceni ne suffise pas pour atteindre tous les requérants qui continuent d'affluer dans les centres d'inscription. Pour ce responsable de la société civile, on ne peut pas arrêter les activités de l'enrôlement tant que les gens ne se sont pas encore enrôlés. Il demande par conséquent à la CENI de pouvoir prolonger les jours « pour que tout le monde s'enrôle et que tout le monde puisse avoir sa carte d'électeur, pour peut-être maintenant songer aux élections prochaines ».

Beni: plus de 30 cas de vol à main armée enregistrés en 3 jours à Mulekera (Société civile). « Nous avons un problème d'insécurité grandissante lié surtout aux incursions des hommes à main armés qui cambriolent. Ils volent surtout plusieurs biens de valeur, des téléphones et autres. Nous signalons que ces bandits sont armés ». Le commissaire supérieur adjoint Dieudonné Ngongo Mayanga promet, pour sa part, de réunir tous les leaders communautaires pour qu'ils épaulent forces de sécurité en dénonçant ces bandits.

Ituri : plus de 300 personnes tuées en 3 mois à Djugu et à Mahagi, par différents groupes armés. Les groupes armés Codeco et Zaïre ont en effet intensifié les attaques contre des civils dans les territoires de Djugu et de Mahagi. Voici un cas récent : 17 passagers qui avaient été pris en otage la semaine dernière vers Iga Barriere, avant d'être abattus par Codeco. Ces otages et 3 chauffeurs ont été calcinés par les Codeco pour effacer toutes les traces. Les miliciens se comportent comme « des loups qui dévorent des paisibles citoyens sans moyens de défense.

Lomami : l'ONG CEFOP/DH lance l'atelier de renforcement du dialogue social entre les communautés et les autorités. Une trentaine de responsables des organisations de défense des droits de l'homme et les autorités locales de Mwene-Ditu (Lomami) participent depuis ce mardi 28 mars à un atelier sur la création de l'espace d'échange démocratique. Cette activité rentre dans le cadre du projet de renforcement du dialogue social et de la démocratie participative, mis en œuvre par le Centre d'études et de formation populaire pour les Droits de l'homme (CEFOP/DH). L'atelier vise à créer un climat d'entente et d'étroite collaboration entre les autorités et les communautés locales. De faciliter également les revendications de la communauté auprès des autorités en facilitant une participation active et un dialogue constructif, capable de booster le développement de nos entités.

Tshopo : crépitement des balles à la RTNC/Kisangani. Des hommes en armes sont venus braquer un magasin situé juste à côté de la station de la Radiotélévision nationale congolaise. Ils ont tiré plusieurs coups de feu, la police militaire, de garde à la RTNC est intervenue. Sur les quatre braqueurs, un a été appréhendé par la population, qui l'a lynché au niveau de l'OCC. Un autre est aux arrêts. Les deux autres courent toujours.

La CENI lance l'enrôlement de plus de 600 détenus à la prison centrale de Kindu. Le responsable de la Ceni/Maniema, fait savoir que l'enrôlement des prisonniers se fait dans toutes les prisons du Maniema. Le 1^{er} avril est la date probable de clôture de l'enrôlement au Maniema.

Maniema : la société civile s'oppose au cantonnement des démobilisés du M23 dans cette province. « Pendant que le Maniema constitue jusqu'à ce jour le berceau pacifique de l'Est de la RDC, procéder au déploiement et cantonnement de ces récidivistes de la guerre du M23 à Kindu serait une façon anticipée de matérialiser la vision de ces terroristes, qui est sans doute l'occupation effective du grand Kivu». **Intégrer le Maniema au gouvernement.** S'agissant de la publication du gouvernement Sama 2, la Coalition constate l'absence des fils et filles du Maniema aux postes ministériels.

Kinshasa : les bébés siamois évacués de Kwilu sont décédés, le 27 mars à la clinique Ngaliema à Kinshasa. Ces bébés étaient transférés à Kinshasa pour subir une intervention chirurgicale afin d'être séparés l'un de l'autre.

Loi Tshiani : Bernadette Tokwaulu dénonce l'exclusion des enfants qui naissent des militaires étrangers déployés en RDC. Candidate présidente de la République aux élections du 20 décembre 2023, elle a qualifié d'irresponsable la proposition de loi dite "Tshiani". Cette loi limite l'accès à certains postes de responsabilité aux citoyens qui ne sont pas de mère ou de père congolais. Selon elle, l'exclusion crée des rebellions. Ce texte, qui vise à « verrouiller l'accès à la Présidence de la République et aux fonctions de souveraineté nationale de la République démocratique du Congo », n'a jamais été débattu en plénière de la chambre basse du Parlement.

Kwilu : le chef de terre de Kimpasi tué par des assaillants, le 27 mars. Un déplacement massif des populations est de nouveau signalé. Plusieurs habitants se dirigent vers la cité de Fatundu pour trouver refuge. Le vendredi 24 mars, les autorités locales ont rendu public un bilan de 18 morts dont le chef du groupement Kisia, dans le territoire de Bagata, tué par les assaillants.

Equateur : le tribunal militaire de garnison de Mbandaka doté d'une nouvelle salle d'audience. L'ouvrage est un don du député national Désiré Iwolo, avocat au barreau de la ville. L'objectif, indique-t-il, est l'amélioration des conditions de travail des juges militaires et un appui à l'état de droit.

Le député Mwangachuchu reconnaît avoir détenu l'arme GP et 42 munitions de guerre mais avec l'autorisation du ministre de l'Intérieur. Pour le conseil du prévenu Mwangachuchu, son client a été vilipendé : « On a voulu jeter l'opprobre sur lui, mais les choses ne sont pas comme ça. Il est innocent. Les munitions qu'on a trouvées chez lui, ce sont bel et bien des munitions acquises de la part du gouvernement et il a les documents ». Pour l'avocat de la partie civile la République, l'ouverture du coffre-fort mais aussi l'autorisation de port d'armes « que M. Mwangachuchu prétend avoir eue de la part des autorités compétentes », seront les points à évoquer le mardi prochain. C'est à l'audience du mardi prochain que le coffre-fort du député sera publiquement ouvert.

Nord-Kivu : la cité de Mweso occupée par les rebelles du M23, depuis ce mardi 28 mars dans la matinée, à l'issue des violents combats avec les Fardc. Les habitants qui venaient de retrouver leurs domiciles ont de nouveau pris fuite dans plusieurs directions. Des sources affirment qu'après leur retrait de Mweso, les M23 avaient toutefois conservé plusieurs autres positions stratégiques dans le Bashali Mokoto, ce qui leur a permis d'occuper d'autres entités vers Mpati, Kivuye et au-delà. Par ailleurs, la société civile de Masisi affirme que les M23 ont attaqué les positions des Fardc à Kasiza, à 3 km de Bihambwe.

Mercredi 29 mars.

Kimbanseke : inauguration de la nouvelle maternité du Centre hospitalier Kingasani des sœurs des pauvres de Bergame. Le bâtiment inauguré est constitué, entre autres, de 10 salles, dont une salle néonatale, une salle de surveillance du travail des sages-femmes, une salle d'opération, une salle de réanimation néonatale post-opératoire, une salle d'entreposage de matériels d'intervention chirurgicale, une salle de travail, une salle de réveil post-opératoire, une salle de distribution des fluides médicaux, une salle d'accouchement, et une salle d'hospitalisation post-opératoire. Le coût d'investissement est de 4,2 millions d'euros, bâtiment et équipements. Sa construction est l'œuvre du consortium Ginger international et Médecins du Monde, qui mettent en œuvre le programme « Projet Mère et Enfant de Kinshasa ». Ce dernier vise à contribuer à la réduction de la mortalité et morbidité materno-infantiles de la population de Kinshasa.

Insécurité à Goma : le maire appelle les jeunes des mouvements citoyens à intégrer la police, pour lutter contre l'insécurité qui prend de l'ampleur dans la ville. Plusieurs facteurs qui justifient cette situation ont été

soulevés. Il s'agit notamment de la présence des camps militaires dans la ville, dont celui de Munzenze et Katindo. La circulation des hommes porteurs illégaux d'armes dans la ville, appelés « Wazalendo », mais aussi la divagation des militaires dans plusieurs quartiers de la ville et bien d'autres maux. Le maire de Goma, dit partager la souffrance de la population, tout en l'appelant à rester vigilante et s'assurer de « qui fait quoi dans leurs quartiers ».

Ituri : des hommes armés violent 3 femmes sur la route Nia-Nia à Isiro, et volent plusieurs biens, dont une quantité de minerais, pendant leur incursion lundi 28 mars dans le carré minier dénommé Vatican au PK 47 à 300 km de Bunia. Selon des sources locales, ces hommes armés ont également cambriolé le weekend dernier six comptoirs d'achats d'or dans le groupement Bandaka, après avoir tiré plusieurs coups de feu à Nia-Nia-Centre.

Beni : les cultivateurs de Mayangose interdits d'aller aux champs avant 6h30, ou d'en revenir après 17h. Cette mesure a été prise, lors d'une rencontre de sécurité tenue le 28 mars par le chef du village Bapakombe Bakondo avec les chefs coutumiers locaux, les représentants des agriculteurs, les exploitants de bois scié et forces de sécurité. En outre, il est interdit à la population de passer nuit dans leur champs respectifs. Les participants à cette réunion sécuritaire ont décidé que « seules les personnes identifiées ayant leurs jetons de contrôle auront accès à leurs champs, afin de limiter les infiltrations ».

Kwilu : nouvelles vagues de déplacés enregistrées à Bagata. Du 25 au 28 mars courant, 412 nouveaux déplacés sont arrivés à la cité de Fatundu, chef-lieu du secteur de Wamba, fuyant le regain des violences dans leurs villages, notamment Kimpasi, où même le chef de terre a été abattu samedi dernier. Les conditions de vie pour eux sont encore précaires. Il y a des déplacés qui sont dans un site, où ils attendent l'appui du gouvernement.

Ituri : au moins 7 morts après une attaque des ADF à Idohu, à 33 km de Komanda-Centre. Ces rebelles fuyaient l'assaut des forces conjointes Fardc- UPDF (armée ougandaise), qui ont intensifié depuis la semaine dernière des opérations dans la région de Tchabi et Boga au sud d'Irumu. Elles ont réagi ainsi après une tentative d'attaque lundi des ADF contre un convoi des véhicules sur le tronçon Komanda- Luna, dont le bilan était d'un taximan tué.

Elections : Bintou Keita salue l'engagement des autorités congolaises et de la Ceni à tenir les délais malgré les défis logistiques et sécuritaires. « Dans l'Est du Congo, les violences, les affrontements, les déplacements de populations et les zones sous contrôle du M23 constituent de sérieux obstacles au travail d'enregistrement des électeurs. Dans l'ouest, les violences intercommunautaires dans la province du Mai-Ndombe qui n'ont toujours pas cessé, font aussi obstacle au processus. Je salue les efforts de la Ceni qui tente de faire face aux défis opérationnels de l'enregistrement à travers l'extension des périodes d'inscription, la prise de sanctions contre les malversations de ses agents, et la dénonciation des discours de haine. Le processus électoral reste cependant marqué par un manque inquiétant de confiance entre les principales parties prenantes de la société civile et de l'opposition, et a même suscité l'appel au boycott de l'enregistrement des électeurs d'une partie de l'opposition », a indiqué la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations unies en RDC, Bintou Keita. À la lumière de ces défis et conformément à son mandat, la Monusco, en partenariat avec les agences onusiennes, soutient le processus électoral et a répondu présente en transportant 126 tonnes de matériel électoral pour la Ceni au Nord-Kivu, au Sud-Kivu et en Ituri. Elle a réitéré son appel à l'adresse de toutes les parties prenantes congolaises pour qu'elles travaillent ensemble en vue d'assurer un processus électoral apaisé, transparent, crédible et inclusif dans le strict respect de la Constitution et de la loi électorale. Elle a aussi renouvelé la disponibilité de la Mission, à travers son mandat de bons offices, à les accompagner en ce sens.

Masisi : les M23 pillent les biens de la population de Bihambwe, notamment du bétail avant de se retirer sur les collines de Gasiza, situées à 3 km Bihambwe. Cette situation menace également la cite minière de Rubaya, située à quelques km de Bihambwe et inquiète beaucoup la population de la région. La population de Bihambwe s'est déplacée vers Rubaya, Katale, Lushebere, Masisi centre et Buabo. Une accalmie est observée, entre les Fardc et les rebelles du M23 sur l'axe Mwesso-Kitshanga, dans le groupement Bashali Mokoto, territoire de Masisi. Selon des sources locales, ces rebelles renforcent leurs positions à Mwesso qu'ils occupent depuis mardi 28 mars.

Kongolo : le ministère public requiert l'acquiescement pour un prévenu poursuivi pour viol présumé. Pour cause, la victime a déclaré devant le tribunal avoir été majeure au moment de l'acte sexuel. La déclaration de cette fille a suscité des cris de la foule assistant à cette audience foraine.

Enrôlement des électeurs au Maniema : une nouvelle prolongation d'un mois sollicitée à Kailo. Eddy Moke, notable du territoire de Kailo (Maniema), a justifié sa démarche par l'engouement des requérants aux centres d'inscription. Une situation due à l'insuffisance de machines dans le territoire de Kailo.

Kinshasa : la 4^e édition du forum sur l'entrepreneuriat féminin s'ouvre ce vendredi, au Sultani River, à Kinshasa. Cette activité de deux jours va plancher sur plusieurs thématiques dont le master class, formation certifiant sur le business plan. Le Sénégal, le Togo et la Côte d'Ivoire sont invités à cette rencontre de Kinshasa. Il faut savoir que le comité d'organisation de Level Up Makutano offre spécialement deux billets d'entrée à deux femmes entrepreneures congolaises pour cette 4^{ème} édition. Ce forum est placé sous le thème : « Ensemble cassons les codes ! ».

Jeudi 30 mars.

New-York : le représentant de la RDC à l'ONU demande la poursuite des pressions sur le Rwanda jusqu'à la reddition complète du M23, et le retrait total des troupes rwandaises de RDF du territoire congolais qu'elles ont agressé. « Pour le Mouvement du M23 qui se confond si facilement avec l'armée rwandaise, même si on observe quelques mouvements de retrait, nous voulons attirer l'attention du Conseil de sécurité sur le nombre de cessez-le-feu déjà violés. C'est tout dire sur la versatilité de ce mouvement et de son parrain bien identifié. La vigilance du Conseil de sécurité doit être de mise. Les pressions multiformes bilatérales et multilatérales ne doivent pas s'arrêter jusqu'à la reddition complète de ce mouvement et le retrait total des troupes rwandaises de RDF du territoire congolais qu'elles ont agressé », a plaidé le représentant de la RDC à l'ONU. Il rappelle que la Monusco demeure un partenaire important de la RDC et plaide pour son réajustement. « La RDC en tant que pays hôte suggère en outre une mutation de la Monusco en une force d'appui aux Fardc. Mon gouvernement demande dans ce contexte la réactivation de la FIB », a lancé Georges Nzongola-Ntalaja.

Nord-Kivu : situation confuse ce jeudi à la date butoir du retrait des M23 des entités occupées. Cependant, sur le terrain, la situation reste confuse. Les rebelles du M23 continuent à gagner du terrain et à renforcer même leurs positions ces dernières semaines en dépit d'un retrait qualifié de façade par plusieurs sources locales dans certaines entités. Ce calendrier prévoyait qu'à chaque retrait des rebelles, la zone devrait automatiquement être contrôlée par la force régionale. C'est ce qui explique la présence du contingent burundais à Kirokirwe et à Mushaki dans le territoire de Masisi, après le retrait du M23. A court terme, les soldats Burundais devraient être déployés jusqu'à Kitshanga mais cela n'est pas encore appliqué parce que les rebelles occupent toujours Kitshanga-Mwesso. Ils ont même élargi leur zone de contrôle. En outre, le contingent Kenyan qui devrait en principe être déployé depuis Kibumba-Rumangabo-Tongo et Kishishe, n'est jusqu'ici pas encore arrivé à Tongo, ni à Kishishe, des entités toujours aux mains des rebelles. Le contingent Sud Soudanais n'est pas arrivé au Nord-Kivu, alors qu'il devrait se déployer concomitamment avec le Kenyan à Rumangabo. Cependant Bunagana, Rutshuru centre, Kiwanja et Mabenga restent occupés par le M23 alors que les militaires ougandais qui doivent être déployés dans cette région, sont attendus et seraient même positionnés déjà à la frontière. La cheffe de la Monusco Bintou Keita déplore que les choses ne se soient pas passées comme attendues, les rebelles n'ayant pas respecté ce qui a été demandé. Elle invite le M23 à appliquer intégralement le Communiqué de Luanda. **Bintou Keita à New-York : « La situation sécuritaire et humanitaire s'est considérablement dégradée »,** à la suite des combats entre notamment les Fardc et le M23 dans la province du Nord-Kivu aussi entre les groupes armés Zaïre et Codeco en Ituri. Evoquant la situation humanitaire en RDC « les besoins humanitaires urgents en RDC continuent d'augmenter. Cette crise humanitaire reste l'une des plus négligée au monde. Les populations déplacées auprès desquelles je me suis rendue, vivent dans des conditions extrêmement précaires. Parmi ces déplacés, je souhaite insister sur la situation particulière des femmes ». Elle plaide pour la mobilisation des ressources nécessaires en vue de la mise en œuvre du plan de réponse humanitaire 2023 porté à hauteur de 2,25 milliards USD. **Nord-Kivu : reprise des combats entre Fardc et M23.** Dans un communiqué, publié le 29 mars, l'armée a dénoncé une fois de plus, ces attaques des rebelles du M23 à Mwesso et qui se poursuivent vers Kashuga. L'armée a également pointé du doigt le Rwanda qui serait en train d'acheminer des renforts en troupe et en équipements en faveur du M23 en RDC. Par ailleurs, la situation à Bihambwe, dans la chefferie de Bahunde reste incertaine, affirment des sources sur place. Une accalmie précaire s'observe encore ce jeudi dans la matinée. Certains habitants tentent de regagner leurs maisons mais sans assurance. Les rebelles eux sont toujours retranchés sur les collines de Kasiza et Kabaya surplombant la cité de Bihambwe, tandis que les groupes d'autodéfense seraient déjà entrés dans la cité où les deux forces se regardent en chien de faïence, attestent ces sources.

Ituri : des acteurs politiques sollicitent une nouvelle prolongation de l'opération d'enrôlement à deux jours de sa clôture. Le professeur Abdallah Pene Mbaka a déploré, le 28 mars, l'inaccessibilité de plusieurs entités à cause de l'insécurité mais aussi les pannes des machines dont le nombre est insuffisant à Mambasa.

Romeo Bahigwa, du parti L'Union des patriotes congolais (UPC) pense lui aussi qu'il faudrait prolonger les opérations d'enrôlement. Il estime que de nombreux déplacés peinent à se faire enrôler à cause du nombre réduit des centres d'enrôlements et de l'insécurité due à l'activisme des groupes armés. Pour le secrétaire exécutif de la Commission électorale nationale indépendante, seule la plénière de la centrale électorale est compétente pour décider de la prolongation ou pas de l'opération d'enrôlement qui selon lui se déroule bien.

Goma : l'Asvoco appelle la population à ne pas encourager le monnayage des cartes d'électeurs. Selon l'Association des volontaires du Congo, le monnayage des cartes d'électeurs est devenu un phénomène tendant à se généraliser dans les centres d'enrôlement de Goma, malgré des sanctions infligées à certains agents électoraux incriminés. Si tous les requérants adhèrent au principe de « ne déboursier aucun sou pour se faire enrôler car il s'agit d'un droit », cette corruption prendra fin. « Même si on arrivait à la date butoir du 1^{er} avril, qu'est-ce que dit la loi ? On va distribuer des jetons, jusqu'à ce que le dernier requérant puisse recevoir sa carte d'enrôlement ».

Bukavu : des étudiants manifestent pour exiger la réhabilitation de la RN2. Les étudiants manifestaient contre l'impraticabilité de cette route et pour exiger sa réhabilitation sur un tronçon de moins de 500 mètres en dégradation très avancée à la suite des eaux de pluie. La police est intervenue pour dégager la route et a réussi à disperser les étudiants. Depuis plusieurs mois, il est difficile de circuler sur la RN2 avec un véhicule ou une moto. Les usagers de cette route sont contraints de faire le pied. L'un d'eux a appelé les autorités à la prise de conscience.

Jean Pierre Bemba appelle les congolais à l'unité face à la menace contre l'intégrité territoriale. Le nouveau ministre de la Défense nationale, Jean Pierre Bemba a déclaré « la tâche est immense ; immense est aussi l'humiliation qu'a subi la nation congolaise. L'heure n'est pas au discours mais à l'appui de tous pour assurer l'intégrité territoriale du pays ».

Beni : 8 centres d'enrôlement délocalisés à Bashu n'ont toujours pas rouverts, malgré l'accalmie et le retour des habitants dans leurs villages. Cette décision aurait été prise par l'armée estimant que les conditions ne sont pas encore réunies dans cette zone du Nord-Kivu pour la sécurisation de tous ces centres. La population de plusieurs entités de la chefferie des Bashu dit ne plus espérer obtenir la carte d'électeur, à quelques heures de la clôture de cette opération. Du côté de la Ceni, les responsables affirment que la situation est actuellement sous examen, en vue de voir les mécanismes à mettre en place pour remédier cette situation.

Kinshasa : la Cenco préoccupée par la proposition de « loi Tshiani », qui réserve le poste de président de la République aux seuls congolais de père et de mère. Pour Mgr Donatien Nshole, la RDC est déjà suffisamment menacée par la crise sécuritaire, ajouter à cela, une loi qui va davantage diviser le peuple, c'est toute la nation qui sera menacée à la suite « de l'irresponsabilité politique ». « Cette loi est dangereuse à plusieurs titres. Elle menace la paix sociale parce que les personnes victimes de cette loi sont des personnes portées par des communautés qui les reconnaissent comme étant les leurs ! Cette loi est dangereuse même pour ceux qui sont au pouvoir parce que ça risque d'être une bombe contre eux-mêmes », a déclaré le secrétaire général de la Cenco.

Lubumbashi : l'UNAFEC accuse des militaires de la mort d'au moins 20 jeunes. Ces jeunes ont été tués par balles et d'autres sont morts noyés, affirme le parti politique Union nationale des fédéralistes du Congo (UNAFEC) qui indique que ce bilan est encore provisoire car d'autres jeunes manquent à l'appel. Ces jeunes étaient dans leur réunion hebdomadaire lorsqu'ils ont vu surgir les militaires armés pour les disperser. Dans la dispute qui a suivi entre les deux parties, ces hommes en armes ont ouvert le feu sur des jeunes. Pour une autre source qui a requis l'anonymat, l'incident est parti, plutôt, du fait que des groupes des jeunes de l'UNAFEC voulaient chacun, contrôler la perception des taxes dans un parking non loin du pont Naviundu. Ils tracassaient tous les passants, ravissant les biens de certains. L'une des victimes a alerté les militaires positionnés à quelques encablures. Arrivés sur place, ces militaires ont essayé de jet des projectiles de la part de ces jeunes. Dans la foulée, l'un des militaires a été blessé à la tête. Ses compagnons d'armes ont procédé par des tirs de sommation pour disperser les jeunes en les pourchassant. Sur place, deux personnes ont succombé et d'autres étaient blessés. Pris de panique en voyant leurs amis touchés par balles, d'autres jeunes se sont jetés dans la rivière Naviundu. Douze parmi eux se sont noyés. Ce qui fait un total de 14 morts, affirme cette source.

Tanganyika : 7 motards attaqués par des hommes armés à Mapanda. Ces bandits armés ont conduit les victimes en brousse, les ont dépouillés de leurs biens avant de les relâcher le lendemain.

Kinshasa : 4 policiers condamnés à perpétuité pour torture des détenus. Les policiers Samuel Mopepe, Nzita Mananga, Diamasivi Mukoko et Mashaba ont été reconnus coupables de torture ayant conduit au meurtre du détenu Olivier Mpunga dans un cachot de la police.

Mai-Ndombe : des violences communautaires perpétrées dans le territoire de Kwamouth ont fait 300 morts, selon HRW. « Des villageois issus de communautés majoritairement Teke et Yaka, toutes deux impliquées dans un litige lié à une redevance coutumière et à l'accès à la terre, ont endommagé, détruit, pillé et brûlé des centaines de maisons ainsi que des écoles et des centres de santé. Certains membres des forces de sécurité congolaises déployées pour endiguer les violences auraient commis des exactions, notamment des exécutions extrajudiciaires, des pillages et des violences sexuelles », note le rapport. Selon l'ONG, le gouvernement n'a pas renforcé les effectifs des forces de sécurité provinciales, pourtant débordées, avant le mois de septembre, et n'a pas fourni une aide adéquate aux plus de 50 000 personnes déplacées par les violences. Human Rights Watch affirme s'être entretenu avec 70 personnes, parmi lesquelles, 31 survivants et témoins des attaques, des proches des victimes, des responsables judiciaires, des avocats, des travailleurs humanitaires, des activistes de la société civile, des chefs religieux, des députés provinciaux et nationaux, des membres des forces de sécurité et du personnel des Nations Unies, ainsi que des responsables provinciaux et nationaux.

Uvira : début cette semaine des opérations de rapatriement volontaire de 5000 réfugiés burundais. Initiée par le gouvernement congolais, sous la facilitation du HCR à travers la Commission nationale pour les réfugiés, la tripartite s'est penchée sur les obstacles au retour tels que présentés par les réfugiés, et sur les questions liées à l'opération et la situation au Burundi. Cette rencontre fait suite au constat selon lequel les opérations de rapatriement des réfugiés vers le Burundi deviennent rares, alors qu'en même temps il s'observe un afflux continu des demandeurs d'asile burundais en RDC.

Beni : Seka Wa Nkaba, l'un des leaders ADF, tué lors d'une opération de la coalition Fardc-UPDF à Karuhamba. Deux autres grands leaders, Abou Yassin et Kitshotera, respectivement de nationalité burundaise et kenyane ont été neutralisés le samedi 25 mars, ajoute la même source. Les forces mutualisées continuent à intensifier les patrouilles de reconnaissance et combat afin de maintenir la pression sans interruption sur l'ennemi.

Ituri : près de 100 miliciens Codeco et FPIC adhérent au processus P-DDRCS. Ils sont pris en charge depuis un mois à l'état-major des Fardc. Le vice-ministre de la Défense a lancé un appel pressant à tous les groupes armés locaux « à déposer les armes pour intégrer le programme de désarmement, démobilisation, réinsertion communautaire et Stabilisation à l'instar de ces jeunes qui sont revenus à la raison pour construire la paix en Ituri ».

Beni : la Monusco construit un nouveau bâtiment pour l'auditorat militaire. Le projet a coûté un peu plus de 90 000 USD. Le nouveau bâtiment d'un niveau compte sept bureaux, deux salles d'audience et de réunion, une salle d'archives ainsi que trois cellules de détention. Pour le chef de bureau de la Monusco à Beni, ce nouveau bâtiment traduit la volonté de la mission onusienne de participer aux efforts de lutte contre l'impunité.

Beni : « Le bilan des opérations Fardc-UPDF contre les ADF est encourageant » (porte-parole). « Les opérations conjointes Fardc-UPDF se poursuivent sans interruption, et ceci grâce au soutien de la population qui a bien voulu accueillir nos partenaires ougandais de l'UPDF. C'est vrai que nous n'avons pas encore atteint l'objectif, donc notre mission n'est pas encore finie. La mission principale et l'objectif c'est de restaurer la paix pour que les gens puissent vaquer librement à leurs occupations. Si nous continuions avec cette détermination, nous allons redonner sourire à la population de Beni et ses environs ».

390 décès dus à la tuberculose enregistrés en Ituri en 2022, sur les 11 796 atteintes de cette maladie. Pour lutter contre ce fléau, la coordination provinciale a lancé depuis mercredi à Bunia une tournée de sensibilisation notamment dans des universités. Le coordonnateur provincial du PNLT, précise que neuf zones de santé dont celle de Bunia sont fortement touchées par cette maladie. Pour ce médecin, la meilleure façon de lutter contre la tuberculose est de dépister tous ces malades qui se cachent encore à la maison et les mettre sous traitement, afin de casser la chaîne de transmission.

Kasaï-Oriental : plus d'un million d'enfants attendus à la campagne de vaccination contre la polio. Elle concerne plus d'un million d'enfants de 0 à 59 mois, répartis dans trois cent dix-sept aires de santé. D'après le médecin chef de division provinciale de la santé, la stratégie adoptée est celle de porte à porte. Les vaccinateurs vont passer dans des ménages pour vacciner les enfants.

Plus de 750 000 enfants privés de cours à la suite de l'insécurité au Nord-Kivu et en Ituri (UNICEF). Le représentant de l'Unicef en RDC a également fait savoir que ce climat d'insécurité a affecté plus de 240 000 enfants récemment déplacés qui vivent dans de vastes camps autour de la ville de Goma. L'Unicef rappelle que

119 écoles ont été attaquées, occupées, ou temporairement utilisées par des groupes armés au Nord-Kivu et en Ituri. Alors que 1700 autres ont été fermées à cause de l'insécurité persistante ou se trouvent dans des zones occupées. Plus de 300 écoles qui ne fonctionnent pas parce qu'elles servent d'abris pour les déplacés.

Beni : reprise timide des activités scolaires dans la chefferie de Bashu. Ceci, après plus de deux semaines d'arrêt, dû aux attaques des rebelles ADF ayant fait de nombreuses victimes et causé le déplacement massif de la population de cette contrée.

Maniema : l'assemblée provinciale appelle au rétablissement de la sécurité. Depuis quelques semaines, à chaque tombée de la nuit, des hommes armés font des incursions domiciliaires durant lesquelles ils volent, torturent et violent les occupants, à Kindu et ses environs. Le président du bureau provisoire de l'assemblée provinciale du Maniema a invité la population du Maniema à profiter de ces quelques heures qui restent pour s'enrôler aux centres ouverts par la Ceni. Il a demandé à l'exécutif provincial de s'investir dans la réhabilitation des routes de desserte agricole pour faciliter l'évacuation des produits agricoles vers les centres urbains.

Vendredi 31 mars.

Nsingi Pululu salue l'alignement de la loi sur la nationalité à la session de mars. Ce député national estime que cette loi qui réserve toutes les fonctions de souveraineté aux seuls Congolais de père et de mère, est très importante et peut aider la RDC à se mettre à l'abri de la trahison étrangère. **Kinshasa : les élus du grand Katanga préoccupés par la programmation de la proposition de « loi Tshiani » au calendrier de l'Assemblée nationale.** Pour ces élus, cette proposition de loi, qui exclue une partie des Congolais à l'accession aux postes de souveraineté, met en mal la cohésion nationale et présente un danger pour la RDC. Mais pour les défenseurs de cette loi, elle est très importante et peut aider la RDC à se mettre à l'abri de la trahison étrangère.

Volker Türk : « Les populations de la RDC ont le droit de vivre en paix, à l'abri du besoin et de la peur ». Dans un pays aux ressources abondantes, si extraordinairement fertile et vaste que les observateurs estiment qu'il pourrait nourrir la moitié de l'Afrique, 26,4 millions de personnes (soit un Congolais sur quatre) souffrent d'une grave insécurité alimentaire, a rappelé Volker Türk, Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme. Pour lui « en raison des actes de violence perpétrés par de nombreux groupes armés, 6 millions de personnes sont déplacées à l'intérieur du pays, soit le plus important nombre de personnes déplacées internes du continent africain. La violence endurée par de larges segments de la population en RDC est alimentée par l'impunité et la corruption, qui sapent les efforts de l'État pour fournir des services de base, établir l'ordre et empêcher les pratiques commerciales abusives et violentes ». En conséquence, poursuit-il, la population n'est pas seulement privée de sécurité, mais aussi d'une part légitime des richesses du pays. « Les droits humains doivent être au cœur de ce processus de transition ordonné et progressif. Il est essentiel que des ressources suffisantes soient allouées pour assurer une présence solide des Nations unies en matière de droits humains dans le pays, afin de garantir que nous soyons en mesure de poursuivre nos activités de surveillance, de production de rapports, de renforcement des capacités, de plaidoyer et d'alerte précoce, tout en intensifiant les programmes d'assistance technique au sein de l'Equipe Pays des Nations unies ».

Bunagana : l'EAC, l'UPDF et les Fardc harmonisent le retrait du M23. La frontière de Bunagana est une zone stratégique pour la rébellion du M23. Cet espace est un point névralgique qui leur permet d'obtenir des renforts, des soutiens logistiques, et par la même occasion, de favoriser l'évacuation des blessés et autres soutiens logistiques, témoignent plusieurs sources à Bunagana. Au cours d'une cérémonie organisée mercredi 29 mars en Ouganda, le commandant de la force terrestre ougandaise, a lancé officiellement l'entrée du contingent ougandais en RDC, en sa qualité de pays membre de la force régionale (EACRF). Selon lui, la force régionale de l'EAC est en mission de maintien de la paix et pour assister au processus de paix dans l'Est de la RDC. La force de l'EAC n'a pas vocation d'attaquer les belligérants mais elle va témoigner et assurer la mise en œuvre des décisions qui ont été prises lors de différentes réunions des chefs d'Etats, a précisé ce haut responsable de l'armée ougandaise.

M23 et ADF : deux défis qui attendent Jean-Pierre Bemba au Nord-Kivu. En effet, l'activisme du M23 au sud de la province et celui des ADF au Grand-Nord ne rassurent pas les habitants. Le nouveau ministre de la Défense est donc attendu notamment sur ces deux piliers sécuritaires, avec les moyens du gouvernement national. La présence des centaines de milliers de déplacés dans plusieurs sites n'apaise pas des observateurs. Pour ces derniers, ils ne pourront croire à l'efficacité de l'action gouvernementale que lorsque le phénomène désolant des milliers de déplacés dans plusieurs sites d'hébergement aura disparu. Ce qui permettrait à leurs pensionnaires actuels de rentrer chez eux, pour reprendre leur train de vie normal.

Beni : les opérations militaires conjointes contre les ADF vont se poursuivre « jusqu'au dernier retranchement » des rebelles (Fardc). Pendant deux jours, des officiers militaires des Fardc et de l'UPDF ont passé en revue la conduite de ces opérations menées depuis novembre 2021 dans le territoire de Beni au Nord Kivu et à Irumu dans la province de l'Ituri. « Les opérations se poursuivent normalement entre les Fardc et les force de défense de l'Ouganda. Nous pensons que, malgré les difficultés que nous connaissons sur terrain, les résultats sont probants en Ituri et au Nord-Kivu. Nous continuerons à traquer les ADF jusque dans leur dernier retranchement ».

Kinshasa : les députés du grand Katanga dénoncent la mort d'au moins 20 jeunes « tués par des soldats Fardc ». Dans une déclaration faite à la presse au Palais du peuple, le porte-parole de ces députés, se basant sur les témoignages recueillis, a affirmé que « des commandos des Fardc ont tiré à bout portant sur des paisibles jeunes non armés, occasionnant la perte en vies humaines à plus de vingt-cinq jeunes par balles et noyade ». Sur place à Lubumbashi, des témoignages rapportent deux versions sur les circonstances de ce drame, a constaté le reporter de Radio Okapi qui n'a pas encore pu recueillir la réaction des autorités au sujet de ce drame.

Kinshasa : lancement du projet « Suka na boule » visant à soutenir des entreprises des jeunes. Soutenu par le Fonds spécial pour la promotion de l'entrepreneuriat et l'emploi des jeunes (FSPEEJ) avec 1 million de dollars américains, ce projet va financer vingt-six meilleurs projets d'entreprise des jeunes, à raison d'un projet par province de la RDC. Au départ, ce programme se propose de collecter les différents projets d'entreprise des jeunes sur l'ensemble du pays ; avant d'en sélectionner 520 seulement. Sur les projets sélectionnés, seuls vingt-six meilleurs seront retenus pour bénéficier de financements, a expliqué le directeur général de l'agence Divo. C'est ainsi qu'il encourage les jeunes entrepreneurs à enregistrer leurs projets via le site www.sukanaboule.cd

Beni : 2 600 armes enregistrées et marquées avec l'appui de la Monusco. L'opération de marquage d'armes consiste à donner une dénomination à une arme, en vue de permettre au gouvernement de faire le traçage de cette dernière au cas où elle se retrouvait entre les mains de personnes non autorisées, a fait savoir le chef du projet des armes légères et petits calibres de UNMAS/ Monusco. Pour le maire de Beni, ces opérations arrivent à point nommé, au regard de l'insécurité et le port illégal d'armes qui caractérisent la zone.

Sud-Kivu : un colonel FARDC et un ex-seigneur de guerre comparaissent à Mwenga. Les faits remontent à décembre 2005. Le village de Kitindi dans le territoire de Shabunda, à 294 km de Bukavu avait été le théâtre d'une attaque des éléments du 107^{ème} bataillon Fardc, à la recherche des rebelles FDLR. Ce bataillon était dirigé par le major Laurent Kapopo Alunda, devenu entre-temps colonel. Ces attaques ont entraîné de graves violations systématiques de droits de l'homme et du Droit international humanitaire : 35 cas de meurtres, 189 cas de viols et près de 900 maisons incendiées. Quant au deuxième dossier impliquant l'ex-milicien Raia Mutomboko, il est relatif à des faits de crime contre la paix et la sécurité de l'humanité. Il avait été condamné en première instance par le tribunal militaire de garnison de Bukavu à 20 ans de servitude pénale et à des dommages et intérêts de 439 000 USD au profit de 136 victimes en janvier 2021. L'ancien seigneur de guerre a été reconnu coupable de crimes contre l'humanité par meurtres, viols, esclavages et disparitions forcées. Il avait alors fait appel contre ce verdict.

Situation toujours tendue dans la zone des combats Fardc-M23 à Masisi et Rutshuru. Depuis 9 heures ce vendredi, des détonations d'armes lourdes et légères sont entendues dans le village Rusekera, de la localité Bushule, au groupement de Tongo, vers l'est de Kitshanga (Rutshuru). Ces affrontements opposeraient les rebelles du M23 aux combattants du groupe armé Nyatura de Domi. Cette situation accroît la panique dans la zone, indiquent ces sources. A la suite de ces combats, des centaines de familles ont pris encore une fois le chemin du déplacement.

Kisangani : l'ONG GRAPDEFF lance la lutte contre le harcèlement sexuel en milieu universitaire. Une étudiante de l'ISC/Kisangani confirme le harcèlement sexuel dont certaines filles seraient victimes dans son établissement. Cependant, fait-elle remarquer, ces dernières ne pouvaient les dénoncer. « C'est une réalité ! Avec le Groupe de réflexion et d'action pour la protection des droits des femmes et des filles ça sera l'occasion pour nous de pouvoir dénoncer certains actes qui ne sont pas valables à l'Université ». La coordonnatrice de GRADEPDEF, précise que la tâche de cette cellule consistera à recevoir et orienter les victimes éventuelles : « On va documenter et on va orienter à qui de droit au niveau de l'institution. Et il y a la prise en charge psychosociale. Les personnes victimes seront orientées vers le centre Alwaleed, là il y a une cellule des experts cliniciens. En dehors du référencement, il y a la documentation. Le recteur a dit qu'il y a des sanctions punitives, mais il faut réunir toutes les informations... » Après l'ISC, cette expérience sera étendue dans les prochains jours dans d'autres établissements de l'ESU.

Goma : les écoliers terminent le 2^{ème} trimestre de l'année scolaire, malgré le climat d'insécurité. Parents, enseignants et élèves se disent satisfaits, tout de même, de terminer cette étape. Les responsables scolaires sont également soulagés de franchir cette étape. Ils espèrent pouvoir terminer en beauté cette année scolaire à Goma. En revanche, de nombreux enfants de Masisi et de Rutshuru sont dans l'incertitude de terminer l'année scolaire.

Matadi : les responsables de la coopérative Luzingu prennent la fuite avec tout l'argent des épargnants. Les deux bureaux de la coopérative d'épargne et de crédit Luzingu sont fermés depuis près d'une semaine. Ses responsables, y compris les collecteurs des fonds sont introuvables, et injoignables. Les épargnants, essentiellement commerçants, habitants la cité de Nsioni et de Lukula-Centre se disent désespérés.

Kongo-Central : le bateau de Lignes maritimes congolaises venant d'Europe accostera désormais à Boma et non Matadi (gouvernement). Le ministre provincial des Transports du Kongo-Central, précise que seul le port de Boma dispose du matériel adéquat pour le contrôle des véhicules et autres engins. Selon lui, cette décision est consécutive à l'expiration du moratoire de 45 jours que le gouverneur de province avait accordé aux importateurs, avant l'entrée en vigueur de son arrêté du 23 janvier portant obligation du contrôle technique des véhicules et engins roulants d'occasion importés via le Kongo-Central.

Equateur : l'assemblée provinciale annonce « un contrôle rigoureux des services de l'Etat ». La présidente de l'assemblée provinciale de l'Equateur, a placé la présente session sous le signe d'un contrôle sévère des services de l'Etat. Elle a promis la restructuration des commissions d'enquête parlementaire en vue d'apporter des remèdes à la gestion de la chose publique dans la province. Elle a mis en garde contre le pillage des ressources de la province et la déstabilisation des institutions de l'Equateur, mais aussi contre tout acte de nature à freiner le développement.

Kabulo Mwana Kabulo prend ses fonctions de ministre des Sports. Le journaliste sportif François Claude Kabulo Mwana Kabulo a pris officiellement ses fonctions en tant que ministre des Sports de la RDC ce 31 mars.

Bukavu : le PNUD sensibilise les autorités coutumières sur la résolution des conflits de pouvoir. A l'issue de cette campagne, il a été retenu que « tous les conflits de pouvoir coutumier doivent désormais être réglés par les autorités coutumières elles-mêmes. Cela, à travers la Commission consultative de résolution des conflits coutumiers (CCRCC) ». « Dans toutes les provinces de la RDC, les CCRCC existent déjà ; tandis que, au Sud-Kivu, cela n'a jamais été fait. C'est ainsi que sur toute l'étendue de la province du Sud-Kivu, les conflits coutumiers constituent une source d'insécurité en cette période où le chef de l'Etat tient à tout prix à la sécurité et la paix ».

Ituri : la société civile et des politiques dénoncent des cas de corruption dans les centres d'enrôlement des électeurs. La corruption a été dénoncée notamment au centre d'enrôlement de Badengaido dans le territoire de Mambasa. Au centre commercial de Mongwalu, cette pratique est également observée dans certains bureaux d'enrôlement. La corruption crée des frustrations chez les personnes démunies, dont certaines attendent depuis une semaine, d'avoir leurs cartes d'électeur.

Bukavu : clôture du projet de consolidation de la paix à travers le commerce transfrontalier en RDC, au Rwanda et au Burundi. « Le projet Mupaka Shamba Letu (la frontière, notre gagne-pain) avait comme objectif de rapprocher les communautés de la région des Grands lacs, notamment à travers les femmes qui exercent le commerce transfrontalier entre la RDC, le Rwanda et le Burundi pour avoir une plus grande coopération régionale qui puisse permettre la paix. Ce projet est parvenu à faire de ces femmes des actrices influentes dans le commerce transfrontalier et dans les questions de consolidation de la paix », a expliqué le chef du projet. « Aujourd'hui, les femmes petites commerçantes transfrontalières savent les services qu'elles doivent payer et à quel prix. Nous avons su nos droits et nos devoirs. On nous a appris comment faire le business, le prix d'achat, le prix de vente et le bénéfice et l'épargne aussi, comment épargner un peu d'argent pour payer à nos enfants les frais scolaires ». Ce projet a touché environ 14 000 personnes dans la région des Grands lacs, dont 80% des femmes.

Bunagana : début ce vendredi de l'entrée de troupes ougandaises de l'EAC dans zone occupée par les M23. Selon plusieurs sources, quelques centaines d'éléments de Forces de défense ougandaise, sont entrés directement dans la zone occupée par les rebelles du M23 à partir de la frontière de Bunagana. Ces troupes ougandaises se déploient directement sur l'axe Bunagana-Rutshuru alors que les rebelles du M23 n'ont pas encore quitté la zone. Le jeudi 30 mars, les responsables militaires du M23 et ceux de l'état-major de la force régionale de l'EAC, de l'armée ougandaise UPDF ainsi que les représentants de l'armée congolaise se sont

retrouvés à Bunagana pour effectivement harmoniser le retrait des rebelles du M23. Cette démarche s'inscrit dans les perspectives d'amener ces rebelles à céder la zone aux troupes ougandaises de l'EAC.

